



COMBATTRE POUR LE SOCIALISME

N° 15

15 Mars 1987

« On ne peut aller de l'avant si l'on craint d'aller au socialisme » (Lénine)

COMITÉ POUR LA CONSTRUCTION DU PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE (POUR LA RECONSTRUCTION DE LA IV^e INTERNATIONALE)

REUNIR LES CONDITIONS POUR CHASSER LE GOUVERNEMENT CHIRAC

L'"ACCORD" DU LOUVRE ... ET LA HAUSSE EN BOURSE

Le 22 février, les six grandes puissances capitalistes ont conclu un "accord" dont les objectifs sont : soutenir le cours du dollar ; agir en vue de rééquilibrer les échanges entre elles. Les banques centrales, principalement celles du Japon et de la République Fédérale Allemande, devraient intervenir sur le marché des changes pour soutenir le cours du dollar. Les gouvernements de ces deux pays devraient également prendre des mesures économiques et financières de "relance" de l'économie capitaliste qui "s'essouffle". Ils devraient agir pour réduire les soldes positifs de leurs balances commerciales et des paiements courants. Les USA s'engagent à réduire leur déficit budgétaire. Autrement, le risque serait : une chute incontrôlée du dollar, un krach monétaire, financier et économique. D'autant plus que les pays semi-coloniaux, dont la dette ne cesse de croître, deviennent incapables de payer même les seuls intérêts de leurs dettes. Exemple : le Brésil.

Les cinq partenaires des USA ont dû accepter cet "accord" pour éviter le pire : un éventuel effondrement de l'économie capitaliste. C'est un palliatif. On ne sait dans quelle mesure il sera appliqué. Le Japon et la RFA ne peuvent devenir les "locomotives" de l'économie capitaliste et relayer les USA. C'est un compromis qui ne peut masquer combien deviennent conflictuels et se tendent les rapports économiques et financiers entre les grandes puissances capitalistes.

Le capitalisme français subit d'autant plus durement les répercussions de l'accentuation des contradictions et antagonismes entre puissances impérialistes qu'il est un des plus faibles. "L'accord" stipule :

"Le gouvernement français réduira de 1 % du PIB entre 1986 et 1987 le déficit du budget de l'Etat et mettra en oeuvre sur la même période un programme de réduction de la pression fiscale de même ampleur (1 % du PIB) qui comportera des allègements importants pour les entreprises et les particuliers. Il poursuivra en 1987 son programme de privatisation (les cessions d'actifs devraient représenter de 35 à 45 milliards de francs) et renforcera la libéralisation de l'économie française, en particulier en ce qui concerne le marché du travail et les marchés financiers".

Le gouvernement CHIRAC s'engage donc à poursuivre son offensive tous azimuts contre la population laborieuse et la jeunesse.

Pourtant la Bourse flambe. Aux USA l'indice des valeurs cotées à la Bourse de New-York (le Dow Jones) est passé depuis le début de l'année de 2 000 à 2 280 le 6 mars. Il avait doublé depuis 1983. En France, à la Bourse de Paris, l'indice s'est élevé de 12 % depuis le début de l'année. Il avait progressé de 60 % en 1986. De plus, au cours de l'année 1986 "les comptes d'exploitation des entreprises" françaises se sont améliorés (lire : les profits ont augmenté). Alors ?

Alors : la hausse des cours en Bourse ne correspond pas automatiquement à une économie capitaliste en pleine santé. Actuellement, c'est plutôt l'inverse. L'investissement productif, compte tenu des limites du marché, ne permet pas aux capitalistes de supputer des profits qu'ils jugent satisfaisants, surtout comparés à ceux que procurent la spéculation. Mais les gains en Bourse n'ont pas de base réelle. Les profits sont des profits fictifs. Qu'il suffise de rappeler qu'entre janvier 1927 et septembre 1929 l'indice des cours à la Bourse de New-York doubla. Puis ce fut le krach, lié à l'effondrement économique. En 1932 l'indice des cours en Bourse à New York était à 20 % des cours de septembre 1927. Quant à l'amélioration "des comptes d'exploitation des entreprises" françaises, "L'année économique et sociale" que publie "Le Monde" indique :

"Elle reste de toute façon inférieure de moitié à ce qu'elle était... avant 1973".

UNE SEULE SOLUTION : SUREXPLOITER

Or, comment cette "amélioration" a-t-elle été obtenue ? L'élargissement de la production et des ventes sur le marché ont été pour le moins limitées. Le "PNB" n'a augmenté en France en moyenne depuis 1983 que de 1,5 % par an, un taux inférieur à ceux auxquels ont augmenté les PNB de tous les autres pays capitalistes dominants. La hausse des profits a comme source principale : la baisse relative des taux d'intérêts, l'augmentation de la productivité, la baisse de la valeur de la force de travail. Relativement faibles, les investissements réalisés l'ont été pour avant tout "rationaliser" la production et non pour l'élargir. Il s'agit de faire face à la concurrence en maintenant ou en tentant de rattraper un taux de profit qui tend à baisser depuis la fin des années 60.

Quelques indications supplémentaires souligneront combien la mise en cause de tous les acquis de la population laborieuse et de la jeunesse, la diminution de leur pouvoir d'achat, la dégradation de leurs conditions de travail et d'existence, sont nécessaires au capitalisme français. Depuis 25 ans, le capitalisme français s'est profondément intégré au marché mondial et à la division internationale du travail. Selon les prévisions du début de l'année 1986, la chute du prix du pétrole, en réduisant massivement la facture énergétique, devait permettre une formidable amélioration de la balance commerciale. En réalité si l'on tient compte des TOM-DOM, la balance commerciale qui était déficitaire de 46,6 milliards de francs en 1985, a été déficitaire, en 1986, de 15,4 milliards, bien que le déficit en ce qui concerne les produits énergétiques ait diminué de 87,4 milliards. Le plus important est encore que l'excédent des produits manufacturés, qui était de 89 milliards en 1985, soit tombé à 36,4 milliards, compte tenu d'un excédent de 34,3 milliards de francs de ventes d'armements. Le déficit avec la RFA passe de 28,5 à 39,6 milliards de francs.

Un article paru dans "Le Monde" du 4/ 2/87 cite l'exemple de l'industrie mécanique. Le solde positif des échanges de ces industries avec l'étranger est tombé de 19,3 milliards de francs en 1984 à 13,7 milliards en 1985, à 4,3 milliards en 1986.

"La mécanique n'est pas la seule dans cette dégringolade. Chimie, électronique, biens de consommation courante... aucun secteur n'y échappe, les uns dégradant leur excédent commercial, les autres creusant le déficit".

Les tableaux suivants le montrent à l'évidence.

Solde des échanges par produits

	1985	1986
● Produits agro-alimentaires	+ 31	+ 27,5
● Produits énergétiques	- 180,5	- 93,1
● Produits manufacturés	+ 89	+ 36,4
(dont matériel militaire)	+ 30,6	+ 34,3
Biens intermédiaires	+ 7,1	- 7,8
Equipement professionnel		
(dont matériel militaire)	+ 57,4	+ 43
Equipement des ménages	- 9,2	- 13,1
Automobile et matériel de transport	+ 32	+ 28,8
Biens de consommation des ménages ...	- 4,5	- 18,4

Solde par régions et par pays

	1985	1986
CEE	- 69	- 55,4
OCDE hors CEE	- 7,8	- 18,7
Pays de l'Est	- 4,8	- 11,1
OPEP	- 28,9	- 5,5
Pays en voie de développement	+ 19,7	+ 25,1
RFA	- 28,5	- 39,6
Italie	- 1,3	- 5,8
Grande-Bretagne	- 7,4	+ 14,6
Pays-Bas	- 15,9	- 10,5
Etats-Unis	+ 2,1	- 6,1

Pour l'économie capitaliste française, 1987 est menaçant. En janvier, la hausse des prix a atteint 0,9 %. Ce même mois, le déficit de la balance commerciale s'est élevé à 2,5 milliards de francs. Déjà en 1986, le capitalisme français avait perdu 2 % de "sa part" du marché mondial. En 1986, le chômage a progressé de 5,5 %. Les prévisions annoncent une nouvelle aggravation en 1987. Le PNB ne devrait augmenter que de 1,8 % au lieu des 2,5 % primitivement prévus. Les investissements seront limités.

Ces chiffres et ces tableaux sont fastidieux à lire. Pourtant, il faut en prendre connaissance car ils signifient : tout gouvernement au pouvoir au service du capital, lié à la bourgeoisie, doit avoir comme ligne politique directrice, exploiter, surexploiter la classe ouvrière, faire supporter à la population laborieuse et à la jeunesse tout le poids de la crise du régime capitaliste, crise qui affecte durement le capitalisme français.

RAPPEL DES OBJECTIFS DU GOUVERNEMENT CHIRAC

Le retour au pouvoir du RPR et de l'UDF, la constitution du gouvernement CHIRAC, convenaient parfaitement à la bourgeoisie française. La fonction du gouvernement CHIRAC était claire : appliquer une politique ultra-réactionnaire dans tous les domaines de la vie économique et sociale. Très rapidement l'Assemblée Nationale RPR-UDF lui a donné les moyens légaux de l'essentiel de cette politique. Il lui fallait aussi se mettre à l'abri d'une dissolution de l'Assemblée Nationale et au cas d'élections législatives anticipées avoir la certitude d'élargir sa couverture parlementaire : la nouvelle loi électorale et le découpage PASQUA des circonscriptions y ont pourvu. Il lui fallait encore refaire fonctionner "normalement" la Ve République et ses institutions et pour

cela expulser, par un moyen ou un autre, MITTERRAND de la présidence de la République, faire élire CHIRAC président de la République, ce qui, en outre, aurait assuré l'hégémonie du RPR sur l'Etat et la majorité RPR-UDF à l'Assemblée Nationale.

L'essentiel était cependant que le gouvernement CHIRAC se subordonne les directions et les appareils syndicaux, qu'il les fasse s'engager toujours plus dans la "participation". CHIRAC entendait obtenir d'eux qu'ils se fassent les agents directs de la politique gouvernementale et patronale, qu'ils paralysent la classe ouvrière et la jeunesse. Le gouvernement CHIRAC voulait progresser ainsi vers le corporatisme, objectif fondamental de la Ve République.

Quant au PS et au PCF, il suffisait qu'ils jouent le jeu, en se comportant en "opposition de sa majesté", l'appareil stalinien du PCF et la CGT se spécialisant dans le rôle de diviseur de la classe ouvrière et de la jeunesse et de bouzilleurs de ses luttes.

Les mouvements des étudiants et des lycéens ont profondément modifié les rapports entre les classes et les rapports politiques que les élections à l'Assemblée Nationale du 16 mars 1986 avaient concrétisés. Sous l'impact de ce mouvement, les dirigeants de la FEN allaient être contraints, si le gouvernement ne cédait pas, à appeler les enseignants à la grève générale. La grève générale des enseignants, c'était la transition vers la mobilisation et l'entrée dans le combat de la classe ouvrière. Le 6 décembre, la coordination étudiants-lycéens s'adressait aux centrales et organisations syndicales. Elle leur demandait d'appeler à la manifestation du 10 décembre dont elle prenait l'initiative. Le gouvernement a eu peur de la grève générale des enseignants et que le 10 décembre 1986 devienne un nouveau 13 mai 1968. Il a décidé d'annoncer le retrait du projet de loi DEVAQUET. Il capitulait et subissait une très dure défaite politique. Sans lui infliger une défaite semblable, la grève générale des cheminots l'obligeait néanmoins à reculer en renonçant à l'application de la grille des salaires au "mérite".

Il faut le rappeler : la victoire politique que la bourgeoisie a remportée le 16 mars 1986 n'était que la conséquence du désarroi politique de la population laborieuse et de la jeunesse. Cinq ans de gouvernement de "l'union de la gauche" (le gouvernement MITTERRAND - MAUROY - FITERMAN - CREPEAU) et de gouvernement MITTERRAND - FABRIS - CREPEAU, gouvernements entièrement au service du capital en crise, au détriment de la population laborieuse, pesait politiquement lourd sur la classe ouvrière et la jeunesse. Elles n'en gardaient pas moins toutes leurs potentialités. Mais la division entre le PS et le PCF, alors qu'ils avaient gouverné ensemble et contre elles au sein du gouvernement de "l'union de la gauche", la division des centrales et organisations syndicales, paralysait tout véritable combat d'envergure et bouchait toute perspective politique à la population laborieuse.

LE GOUVERNEMENT CHIRAC ÉBRANLÉ...

La défaite politique que le gouvernement CHIRAC a subi a remis beaucoup de choses en cause. Le mouvement des étudiants a démontré que l'unité des rangs de la classe ouvrière et de la jeunesse pour et dans le combat est réalisable, que travailleurs et jeunes sont capables de constituer des organismes démocratiques qui unifient et dirigent leurs combats ; qu'ils peuvent imposer à leurs organisations syndicales le Front Unique dans le cadre de ces organismes. Rien que la crainte de la mobilisation générale de la classe ouvrière, de son engagement dans le combat, à la suite des étudiants et des lycéens, a amené le gouvernement CHIRAC à capituler et à retirer le projet de loi DEVAQUET. Le combat et la victoire contre ce gouvernement sont donc possibles. La mobilisation, l'engagement général dans le combat des travailleurs et des jeunes peut donc balayer le gouvernement CHIRAC.

Du même coup, du côté de la bourgeoisie et de ses partis règne l'incertitude. Le gouvernement CHIRAC est en perte de vitesse. CHIRAC a dû annuler la session extraordinaire du parlement qui devait voter un nouvel ensemble de lois réactionnaires. Tout est remis à la session ordinaire de printemps. Il arrondit les angles lorsqu'il le peut sur des questions secondaires comme, par exemple, la renonciation à faire payer les carnets de chèques. Il opère des mini-reculs en ce qui concerne le paiement de certains médicaments dits de "confort". Il s'effraie de la hausse vertigineuse de certains loyers à la suite de la mise en application de la loi MEHAIGNERIE. Albin CHALANDON vient d'annoncer que le projet de loi sur le code de la nationalité ne sera pas déposé à la prochaine session de l'Assemblée Nationale.

Le plus important ce sont ses efforts pour "renouer le dialogue" avec les dirigeants et appareils syndicaux. CHIRAC vient de recevoir les uns après les autres les directions des centrales syndicales. Il a tenu à annoncer à celles-ci de "bonnes nouvelles". BERGERON a jugé "la rencontre utile". Il a déclaré que CHIRAC n'entendait pas créer un "SMIC-jeunes", remettre en cause le droit de grève, s'engager sur la voie d'une Sécurité Sociale à deux vitesses et qu'il convoquerait des "Etats généraux sur la Sécurité Sociale" auxquels seraient invitées les organisations syndicales, patronales et autres. A Edmond MAIRE, CHIRAC aurait annoncé des "mesures pour les chômeurs de longue durée" revenant au total à 2 milliards à l'Etat. Bien qu'il n'ait rien promis à KRAZUKI, selon celui-ci, la discussion a été "directe, franche et sans complaisance". Plus impérativement que jamais, le gouvernement et le patronat ont besoin de la "participation" et de la médiation des appareils et des dirigeants syndicaux pour appliquer leur politique. Tous craignent que travailleurs et jeunes engagés, à plus ou moins longue échéance, un combat général, en submergeant les obstacles, en réalisant l'unité et en assurant la direction du combat selon les moyens et les méthodes que étudiants et lycéens ont utilisés ; qu'ils imposent le Front

Unique aux organisations ouvrières, syndicats et partis, balaient le gouvernement CHIRAC et portent au pouvoir un gouvernement du Front Unique Ouvrier.

Le gouvernement CHIRAC a été destabilisé. Il est incertain de lui-même. La bourgeoisie est également incertaine. Il n'est plus probable que CHIRAC précipite les élections présidentielles. Il lui faut tenter de refaire le terrain perdu, d'annuler la défaite qu'il a subie. Mais nul ne peut affirmer que le prolétariat n'interviendra pas selon ses moyens et ses méthodes sur la scène politique avant les élections présidentielles. Au cas où celles-ci auraient lieu "normalement" et à la date prévue, quels en seront les résultats : CHIRAC, BARRE... ou encore MITTERRAND ? Le lendemain de ces élections est tout aussi incertain. La belle ordonnance politique que permettait d'envisager pour la bourgeoisie les élections du 16 mars 1986 est loin.

... RESTE EN PLACE ET POURSUIT SA POLITIQUE

Or la situation économique dans laquelle se débattent la bourgeoisie française et le gouvernement CHIRAC est contraignante. Ils peuvent tout au plus aménager tel ou tel aspect de leur politique anti-ouvrière. Ils ne peuvent la modifier dans l'essentiel et encore moins en pratiquer une autre. Ainsi le gouvernement CHIRAC avait le plus pressant besoin que les dirigeants syndicaux couvrent sa politique salariale. Il a procédé à quelques aménagements. Il ne pouvait que la maintenir dans son ensemble. Quelle que soit leur bonne volonté, les dirigeants des fédérations de fonctionnaires n'ont pu ratifier l'accord que le gouvernement leur a proposé. SEGUIN déclare qu'il ne peut modifier l'essentiel du projet de loi sur l'aménagement du temps de travail qu'il déposera devant l'Assemblée Nationale à la session de printemps, après que le Conseil Constitutionnel ait annulé "l'amendement" voté en catastrophe à la fin de la session parlementaire précédente portant sur ce sujet. La campagne menée à propos du déficit de plus de 20 milliards de francs de la caisse maladie de la Sécurité Sociale annonce de nouvelles coupes claires dans le remboursement des dépenses de santé (de là le projet d'"Etats généraux" sur la S.S.). Le gouvernement CHIRAC s'efforce d'utiliser les dispositions de la loi SAVARY pour introduire et développer celles que contenaient le projet de loi DEVAQUET. Comme en témoigne le "statut de maîtres-directeurs", il poursuit ses attaques contre l'école publique. Contraint par la grève générale des cheminots à reculer sur l'application de la grille des salaires "au mérite", le gouvernement vient d'annoncer trois mille suppressions d'emplois, s'ajoutant au huit mille déjà prévues à la SNCF : 11 000 au total.

LES RESPONSABLES

Ebranlé, destabilisé, le gouvernement CHIRAC reste en place. Il n'a pas été balayé. La responsabilité en incombe entièrement aux directions des organisations ouvrières, syndicats et partis. Le renversement par le mouvement des masses du gouvernement CHIRAC ouvrirait une situation révolutionnaire, sonnerait certainement le glas de la Ve République et de ses institutions. La lutte pour un Gouvernement Ouvrier et Paysan serait immédiatement à l'ordre du jour, c'est-à-dire pour un gouvernement qui mettrait en cause le régime capitaliste, la société, le pouvoir et l'Etat bourgeois, qui s'appuierait sur la classe ouvrière et la jeunesse et s'engagerait sur la voie menant au socialisme.

Les appareils et directions des centrales et organisations syndicales sont liés à la société bourgeoise, au capitalisme en crise et ils sont pris en d'insolubles contradictions. Les besoins et exigences de la survie du système capitaliste sont contradictoires à leur enracinement dans la classe ouvrière. Ces besoins et exigences impliquent que ces appareils couvrent la politique du gouvernement bourgeois, s'engagent à fond dans la "participation" qui est une étape vers la destruction des organisations syndicales, vers l'institution du corporatisme.

Mais ces appareils, ces directions confédérales et syndicales sont féroceement contre tout mouvement de la classe ouvrière et de la jeunesse qui ouvrirait une situation révolutionnaire et mettrait en cause la société, l'Etat et les gouvernements bourgeois, le régime capitaliste. C'est là le principal atout dont disposent le gouvernement CHIRAC et la bourgeoisie.

La politique que les appareils confédéraux et syndicaux ont suivie au cours de ces derniers mois témoigne de ces contradictions. A l'initiative des directions des centrales et organisations syndicales, ont eu lieu la grève générale de 24 heures du 17 juin à la RATP, celle du 21 octobre des enseignants et des fonctionnaires, la puissante manifestation des enseignants du 23 novembre. Ces mouvements ont contribué à ce que le mouvement étudiant et lycéen s'engage et à la réalisation spontanée de la grève des cheminots. Quasi simultanément, les directions des centrales et organisations syndicales ont tout fait pour dévoyer, cadencasser, isoler et impuissanter ces mouvements et sauver le gouvernement CHIRAC. L'article que publie ce numéro de CPS, qui analyse le cours que les dirigeants de la FEN ont suivi pendant ces derniers mois, le montre clairement. Après avoir été un facteur de mobilisation, la direction de la FEN, parce que ne voulant pas l'affronter et le mettre en cause, a donné les moyens au gouvernement CHIRAC de se maintenir au pouvoir, de maintenir sa politique salariale, de poursuivre sa politique contre l'enseignement public, d'appliquer notamment le statut des maîtres-directeurs. Elle a délibérément liquidé, pour un temps, la possibilité d'une grève générale des enseignants, bien aidé en cela par la pseudo-"coordination" derrière laquelle se masquaient (à peine) le SGEN, les "gauchistes" et opportunistes de toutes obédiences, dont ceux de "L'Ecole Emancipée". Aujourd'hui, à la rentrée des vacances scolaires de février, c'est pratiquement chose faite.

Ce qui est vrai de la direction de la FEN, ne l'est pas moins de la direction de FO. Quant à celle de la CGT, elle n'a cessé de pratiquer sa politique de division et de bouzille.

Le PS confronté à la crise du régime capitaliste n'a aucun programme à proposer que celui de tenter de sauver ce régime. En tout état de cause, il n'est surtout pas question pour MITTERRAND et la direction du PS, d'engager le combat pour le renversement du gouvernement CHIRAC par la mobilisation et l'action des travailleurs et de la jeunesse. Selon eux, si le gouvernement CHIRAC doit disparaître et le PS revenir au pouvoir, ce doit être dans le respect du fonctionnement de la Ve République et de ses institutions, sans que soient mis en cause le pouvoir, l'Etat bourgeois et ses organismes (voir article sur le PS dans ce numéro de CPS). Quant à la direction du PCF, son objectif reste : par la division des rangs de la population laborieuse, en bouchant au prolétariat toute perspective politique propre, aider le gouvernement CHIRAC à se maintenir au pouvoir. La cible prioritaire de la direction du PCF reste MITTERRAND et le PS.

C'est ce qui permet au gouvernement CHIRAC de durer et d'appliquer en s'appuyant sur l'appareil d'Etat, sa politique ultra-réactionnaire et même d'espérer rétablir sa situation politique. En effet, le développement d'une situation politique est toujours alternative. Tout dépendra de l'assimilation par la classe ouvrière et la jeunesse des leçons de la première vague qui a déstabilisé et fait vaciller le gouvernement CHIRAC sans le balayer. C'est dans ce sens qu'il faut agir.

LA LIGNE DU COMBAT POUR LE FRONT UNIQUE OUVRIER

Réaliser les conditions de la poursuite du combat contre le gouvernement CHIRAC et pour le balayer, voilà ce qui est déterminant au moment présent et dans le proche avenir. Cela doit devenir l'objectif commun de toutes les organisations ouvrières, syndicats et partis. L'agitation et l'action politique des militants révolutionnaires doit se développer dans la classe ouvrière, parmi la jeunesse, dans les organisations syndicales, à l'extérieur de celles-ci, en direction du PS et du PCF, en situant la responsabilité des dirigeants, sur la ligne : Front Unique des organisations ouvrières pour combattre et balayer le gouvernement CHIRAC. Cette ligne conduit à une réponse positive au problème du gouvernement : balayant le gouvernement CHIRAC, le Front Unique Ouvrier mettra à l'ordre du jour la venue au pouvoir d'un gouvernement du Front Unique Ouvrier qui, compte tenu des organisations politiques ouvrières existantes à l'étape actuelle, ne pourra être qu'un gouvernement du PS et du PCF.

De là découle l'exigence de rompre sur tous les terrains avec le gouvernement CHIRAC. Les organisations syndicales ne peuvent poursuivre leur collaboration aux organismes de "participation". Est-il concevable qu'elles participent encore aux "négociations" des "revendications" du gouvernement et du patronat contre la classe ouvrière et la jeunesse ? Est-il admissible que les organisations syndicales participent à ces fameux "Etats généraux sur la Sécurité Sociale" qui doivent couvrir les plans gouvernementaux contre la S.S. ? Est-il possible que les militants de l'UNEF-ID, de l'UNEF-SE et des syndicats d'enseignants continuent à participer au Conseil d'Administration des universités que le gouvernement utilise pour développer sa politique axée sur les objectifs du projet de loi DEVAQUET ? De même, est-il possible que les élus de la FEN et de ses syndicats continuent à participer aux conseils d'école, aux conseils d'administration des collèges, lycées et autres établissements scolaires, ainsi qu'aux organismes de participation locaux, départementaux, régionaux et nationaux ?

Selon toute vraisemblance, une nouvelle mobilisation et de nouveaux combats de la classe ouvrière et de la jeunesse se réaliseront à partir des revendications immédiates de conditions de travail et de salaires, de défense de l'emploi et de la qualification. Immédiatement se pose la réalisation du Front Unique des organisations syndicales pour ces revendications. Un problème se pose dès aujourd'hui : les fédérations de fonctionnaires, la FEN ont refusé de signer l'accord salarial que leur proposait CHIRAC. Faut-il ou ne faut-il pas qu'elles réalisent immédiatement le Front Unique pour exiger : le GVT hors du calcul des salaires, rattrapage du pouvoir d'achat perdu ces dernières années, garantie du pouvoir d'achat par l'échelle mobile des salaires indexés aux prix ? Faut-il ou ne faut-il pas qu'elles appellent à la grève générale des fonctionnaires et des enseignants contre la politique salariale du gouvernement, pour ces revendications ? Arracher ces revendications exige de remporter une victoire décisive sur le gouvernement CHIRAC, étant donné que sa politique salariale est un élément central de toute sa politique.

Mener une agitation inlassable pour que le PS et le PCF cessent de se comporter en "opposition de sa majesté" à l'égard du gouvernement CHIRAC n'est pas moins nécessaire. Assez de la politique de division de la direction du PCF qui identifie MITTERRAND et CHIRAC, le PS et le RPR et l'UDF. Assez de l'orientation vers une nouvelle "troisième force" (l'alliance avec le "centre") du PS. Front Unique du PS et du PCF contre le gouvernement CHIRAC, pour que les travailleurs engagent le combat contre ce gouvernement, selon leurs moyens et leurs méthodes. Front Unique entre le PS et le PCF pour qu'ils postulent à constituer ensemble un autre gouvernement.

Ni les appareils des centrales et organisations syndicales, ni les directions du PS et du PCF ne veulent, évidemment, de cette politique. Aussi s'agit-il de la formuler comme revendication des masses, de la classe ouvrière et de la jeunesse à leur égard de telle sorte que ces revendications soient utilisées par celles-ci pour se rassembler, s'organiser et réaliser, elles, les conditions de l'unité du Front Unique des organisations ouvrières, du combat pour les revendications, contre le gouvernement CHIRAC, pour en finir avec lui et porter au pouvoir un gouvernement du Front Unique Ouvrier. Dans ce sens, le mouvement étudiant et lycéen a été et reste pour toute

la classe ouvrière exemplaire. Initiative des masses, Assemblées Générales désignant leurs comités de grève dont les membres sont révocables, coordination (en réalité véritable comité central de grève) dont les membres sont révocables ; revendications précises dont il est exigé qu'elles soient satisfaites et non "bradées" au cours de "négociations" entre les dirigeants, le patronat, le gouvernement ; manifestations massives là où siège la majorité RPR-UDF et au siège du gouvernement ; réalisation de l'unité des organisations syndicales (et non rejet de celles-ci). Il faut d'autant plus condamner les tentatives gauchistes et opportunistes de lancer artificiellement des "mouvements" et de constituer, non moins artificiellement, des "comités de grève", des "coordinations" qui ne peuvent que déconsidérer ce type d'organismes et dresser de nouveaux obstacles devant la classe ouvrière et la jeunesse.

POUR CONSTRUIRE LE PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE

Pour engager un nouvel assaut, la classe ouvrière et la jeunesse doivent assimiler les leçons de leurs récents combats. Personne ne peut dire quels sont les délais qu'il faudra. Elles doivent assimiler les acquis mais aussi les insuffisances et les limites de ces combats. En raison des obstacles que les appareils ont dressés, les travailleurs n'ont pu s'organiser et diriger leurs mouvements comme les étudiants et les lycéens ont organisé et dirigé le leur. L'absence d'une perspective politique nettement définie a aussi été une limite à leurs mouvements. De ce fait, les appareils des organisations ouvrières ont pu manoeuvrer en vue de protéger et de sauver le gouvernement CHIRAC. L'absence du Parti Ouvrier Révolutionnaire s'est faite, une fois de plus, durement sentir.

Agir pour que se construise le Parti Ouvrier Révolutionnaire exige de mener sans cesse l'agitation et l'intervention politiques sur l'orientation qui précède. Avancer dans la construction du Parti Ouvrier Révolutionnaire participe de la préparation d'une nouvelle vague, d'un nouveau combat général de la classe ouvrière et de la jeunesse pour leurs revendications, contre le gouvernement CHIRAC et pour son renversement, pour un gouvernement porté au pouvoir par le Front Unique Ouvrier. Mais préparer ce combat, construire le parti ouvrier révolutionnaire nécessitent de n'entretenir aucune équivoque.

On ne peut exclure que les appareils des centrales et organisations syndicales, le PS et le PCF tentent de résister à la politique du gouvernement et de la bourgeoisie. Mais leur résistance sera toujours hésitante et incertaine. Le plus souvent, ils finiront par capituler. D'autant qu'ils n'ont pas de politique propre à appliquer qui ne soit sur la ligne de la défense de la société, du pouvoir et de l'Etat bourgeois. En règle générale, ce n'est que par l'action des masses qu'ils peuvent être contraints à faire des pas en avant. Le PS et le PCF, par exemple, aller jusqu'à constituer un gouvernement commun. Ils ne romperont pas pour autant avec la société, le pouvoir et l'Etat bourgeois.

Pour lutter pour leurs revendications, chasser le gouvernement CHIRAC, imposer un autre gouvernement, la classe ouvrière et la jeunesse ont besoin des organisations ouvrières traditionnelles. En l'absence d'autres organisations à influence de masse, pour engager le combat, pendant le combat, travailleurs et jeunes se tournent vers ces organisations, vers leurs directions malgré les innombrables trahisons dont elles se sont rendues coupables. On ne peut construire le Parti Ouvrier Révolutionnaire en dehors du mouvement propre du prolétariat. Ce parti ne surgira pas du néant et ne deviendra pas ipso-facto la direction du mouvement. C'est pourquoi il est indispensable, pour le construire, de formuler les revendications que les travailleurs et jeunes dirigent vers ces organisations et leurs directions. Il est non moins indispensable de contribuer à ce que travailleurs et jeunes constituent des organismes qui, par le fonctionnement de la démocratie ouvrière, leur permettent de s'unir, d'engager le combat, de le diriger, de submerger les obstacles que dressent les directions des organisations traditionnelles au développement de ce combat. Il faut absolument défendre un programme qui, partant des revendications quotidiennes aboutisse à la nécessité de la prise du pouvoir par le prolétariat, à ce qu'il exproprie le capital et s'engage sur la voie qui mène au socialisme.

Mais jamais il ne faut masquer qu'à chaque moment les appareils syndicaux, les partis traditionnels, leurs directions, parce que liés à la société bourgeoise, tenteront d'entraver, de dévier, de faire refluer le mouvement du prolétariat défendant ses revendications, son droit à la vie, mettant en cause la société, le pouvoir et l'Etat bourgeois. Alors même que le PS et le PCF seront au gouvernement, la classe ouvrière et la jeunesse devront intervenir constamment sur la scène politique pour défendre leurs intérêts, leurs besoins et leurs aspirations. La construction du Parti Ouvrier Révolutionnaire contribuera à la lutte pour l'unité des jeunes et des travailleurs, le Front Unique Ouvrier, l'engagement du combat contre le gouvernement CHIRAC, pour le balayer et imposer un gouvernement du Front Unique Ouvrier. Un authentique Parti Ouvrier Révolutionnaire est indispensable pour qu'un véritable gouvernement ouvrier et paysan prenne le pouvoir et s'engage sur la voie qui mène au socialisme.

%%%%

LES DIRIGEANTS DE LA FEN REFUSENT D'ENGAGER LE COMBAT CONTRE LE GOUVERNEMENT CHIRAC

Le gouvernement issu du 16 mars vient de le rappeler : gouvernement de combat contre la classe ouvrière, il l'est aussi de ce fait contre l'enseignement public.

Parmi ses toutes premières mesures, la décision de liquider les PEGC, la suppression des "mis à disposition" auprès des organisations laïques, l'annonce d'un statut pour les directeurs d'écoles ne signifiaient pas autre chose, avec la volonté de s'attaquer directement à l'unité, à la puissance de la FEN et de ses syndicats.

Ces mesures ne sont pas restées les seules. Au fil des mois il n'est pratiquement pas un seul des secteurs de l'école publique qui n'ait fait l'objet de menaces

précises ou d'attaques immédiates. Pour la première fois depuis 1946 le budget de l'Education nationale comportait une diminution de plus de 4.000 emplois, n'épargnant pratiquement que les professeurs du second degré, touchés cependant comme les autres par la baisse du pouvoir d'achat des fonctionnaires.

Dans ces conditions, la FEN et chacun de ses syndicats étaient investis d'une responsabilité capitale dans le combat contre le gouvernement RPR-UDF. Les changements intervenus en quelques semaines dans la situation politique ont à la fois démontré et accru cette responsabilité.

Du 16 mars au début décembre : la responsabilité de la FEN.

Pressés par les exigences du capitalisme français en crise, les partis bourgeois RPR et UDF, aiguillonnés par le Front national, ont après leur victoire du 16 mars engagé une offensive tous azimuts contre le prolétariat français et donc contre l'enseignement public, les enseignants et les jeunes. Ils y étaient encouragés par la capitulation antérieure du PS et du PCF sur l'enseignement privé. Mais ni la classe ouvrière ni la jeunesse ni les enseignants n'étaient à genoux.

CPS a analysé dans son n° 13 le contenu et l'importance de la loi Devaquet pour le gouvernement Chirac. Le rappeler, c'est souligner l'importance politique de son abandon.

Alors que le gouvernement Chirac capitulait devant le mouvement étudiant et lycéen en retirant son projet, par peur de la grève générale des enseignants et d'un nouveau 13 mai 1968, le retrait de tous les plans RPR-UDF contre l'enseignement public pouvait être imposé. A cette date un appel à la grève générale lancé par la direction de la FEN contre la politique scolaire de Chirac-Monory pouvait anéantir celle-ci en portant au gouvernement Chirac un coup contribuant décisivement à sa liquidation.

Il faut rappeler à cet égard le rôle joué antérieurement par la FEN dans les développements de la situation depuis le mois de juin.

Directement menacée dans son existence, sa direction

avait dû réagir. Elle l'avait exprimé par la lettre adressée en juin à Jacques Chirac par Jacques Pommatou, lettre qui, prise au sérieux, constituait une véritable déclaration de guerre. Bien qu'elle n'ait pas été suivie des suites qui lui auraient donné sa pleine signification (notamment par la rupture avec les organismes de participation), ce fut encore la FEN qui prit les initiatives qui aboutirent à la grève des fonctionnaires le 21 octobre, puis à la manifestation du 23 novembre qui, à 300.000, dépassa en ampleur et en signification politique ce que ses organisateurs avaient voulu en faire.

Le 21 octobre et le 23 novembre ont puissamment contribué au surgissement et au développement du mouvement étudiant et à son extraordinaire essor, occupant la rue en désignant l'adversaire de tous : "Chirac, Pasqua, démission !"

Le 7 décembre à 16 heures, FEN-info-flash diffusait le communiqué suivant : **"D'ores et déjà [la FEN] enregistre une forte poussée vers la grève générale de la maternelle aux facultés"**. Le lendemain cette tendance s'accroissait. En quelques heures Chirac tournait et capitulait sur le projet Devaquet. A cette date, de la direction de la FEN dépendait le sort du gouvernement.

Capitulant sur ce projet par peur d'un nouveau 13 mai 68, le gouvernement Chirac a reçu une défaite politique retentissante. Il est néanmoins resté en place.

La direction de la FEN refuse de mettre en cause le gouvernement.

La direction de la FEN était pleinement consciente de son rôle politique. Le 30 novembre, le secrétaire général du SNIPegc écrivait dans son éditorial de "l'Ecole libératrice" : "La FEN a réaffirmé sa place. **Leader de l'opposition syndicale et politique** écrit même Le Monde". Et plus loin : "Syndicalisme ou politique ? Où est la frontière ? Voici plus d'un siècle qu'on la cherche et qu'on la sait poreuse."

Mais en même temps la direction de la FEN exerçait son rôle politique dans un sens précis : en refusant d'appeler à la grève générale des enseignants. Le communiqué téléphonique du 7 décembre, cité plus haut, en témoigne par le paragraphe qui suit immédiatement : "La FEN est prête pour qu'une campagne rondement menée auprès de la population recueille vite les millions de signatures nécessaires pour le retrait des projets de Monory".

Ainsi contre la poussée des enseignants vers la grève générale, la direction de la FEN avançait l'idée d'une pétition. Elle n'ira même pas jusque là : "Le 8 décembre (...) à 13 h. annonce du retrait du projet

Devaquet par J. Chirac. - 14 h. 30, Bureau fédéral. Le mot d'ordre de grève [pour le 10] est suspendu. La FEN opte pour une action dans le champ des droits de l'homme, contre toute violence." (FEN-hebdo du 12/12). **Il n'est plus question du "retrait des projets de Monory" : les dirigeants de la FEN aiguillent sur la voie de garage de la protestation "humanitaire" : "Plus jamais ça". Pasqua et Chirac resteront en place.**

De son côté, en capitulant sur la loi Devaquet, ce dernier savait qu'il permettait à l'appareil de la FEN de se dégager de la poussée vers la grève générale, ce qui lui donnant ainsi à lui-même la possibilité de reprendre souffle.

Cependant à la rentrée de janvier le gouvernement est encore aux prises avec la grève des cheminots qui dure malgré les manoeuvres de division des appareils et des "coordinations". Il est loin de pouvoir reprendre l'offensive sur le terrain de l'enseignement. Il doit incontestablement ménager l'appareil de la FEN, et c'est ce que celui-ci escomptait. Dans l'immédiat, il ne peut être question pour Monory de reprendre les initiatives

visant à l'éclatement du SNIPegc, provocation qui risquerait de ressusciter la mobilisation contenue avec succès depuis décembre, malgré la frustration qu'en éprouvent les enseignants.

Tout faux pas du gouvernement à ce moment risquerait de lui être fatal : un mot d'ordre de grève générale chez les enseignants, en interférant avec le mouvement des cheminots, par son exemple unitaire, contrecarrerait à coup sûr les opérations de division entravant celui-ci, tendrait à dégager la voie vers la grève unitaire de tous les personnels de la SNCF, et au-delà vers tout le secteur Fonction publique.

Mais l'appareil de la FEN, tout à fait conscient de la situation, freine des quatre fers. Déjà le 19 décembre, Yves Ripoché écrivait dans FEN-hebdo n° 217 : "après la capitulation gouvernementale, l'objectif de la FEN et de ses syndicats nationaux doit être de faire ouvrir tous les dossiers urgents (...)". Expression pour

le moins ambiguë, car il ne s'agissait pas alors "d'ouvrir les dossiers", mais de **faire aboutir les revendications**. Le moment, le rapport de forces étaient favorables : il fallait "y aller". Au lieu de cela, la phrase de Ripoché se termine par : "(...) pour en discuter sérieusement", ce qu'il explique : "En discuter sérieusement, c'est faire reconnaître les organisations représentatives (...) la FEN est prête à de véritables négociations." Et l'article se termine sur : **"imposer un consensus acceptable"**.

Pas question par conséquent de prendre les armes. La direction de la FEN est passée de la menace de guerre à la recherche d'une paix durable. Sur cette ligne, Barbarant de son côté, tout en constatant au Conseil national du SNI des 17/18 décembre que "le rapport de forces est modifié", renvoie toute action des instituteurs à la veille des vacances de février sans dates ni modalités précises (E.L. n° 15).

Début janvier : la recherche d'un compromis...

En un mot l'appareil syndical cherche à utiliser ce rapport de forces non pour répondre à la volonté des personnels d'obtenir satisfaction contre le gouvernement Chirac, mais pour se faire reconnaître comme interlocuteur valable dans le "dialogue social" que celui-ci invoque désormais.

Il faut dire que les dirigeants de la FEN n'ont jamais cessé de prôner ce dialogue, qui n'est qu'une autre étiquette pour la **participation**. Jacques Pommatau, au Conseil supérieur de l'Education nationale, après le 23 novembre, offrait en leur nom ses bons et loyaux services : "A une période où peu de gens s'en préoccupaient, nous avons négocié un accord avec le ministre Christian Beullac sur l'ouverture de l'école vers les entreprises. Cet accord est encore riche de potentialités inemployées du fait des carences gouvernementales. (...) nous voulons au nom des personnels dialoguer, discuter, négocier et faire jouer pleinement leur rôle aux organismes consultatifs". On voit dans quel sens.

Le 3 décembre même, Pommatau encore reprenait à son compte un extrait du Monde mettant en avant, à l'instar de Bergeron et avant Seguin le rôle des "corps intermédiaires (...) capables d'exprimer, même imparfaitement (sic), les aspirations du milieu". Le 9 janvier FEN-hebdo y revient avec insistance : **"Tous les mouvements sociaux depuis septembre montrent, à l'évidence, que dans une démocratie comme la France, on ne peut gouverner sans force intermédiaire représentative, compétente et responsable."**

En clair la direction de la FEN, dont l'organisation constitue une véritable plaque tournante de la situation politique, capable de mettre en question l'existence du gouvernement RPR-UDF, **lui propose sa médiation pour lui permettre de gouverner**. De "bien" gouverner, assurément : les dirigeants de la FEN sont contre la politique de Chirac et Monory. Mais ils sont aussi contre l'intervention des masses, et ils le font savoir en proposant au gouvernement une politique de compromis.

C'est sur le terrain des salaires que va être recherché ce compromis, qui s'avère cependant difficile.

...et son corollaire : une politique de dislocation.

Le 13 janvier, selon l'Ecole libératrice du 24, Barbarant, au B.N. extraordinaire du SNIPegc, pose d'abord que "les salaires n'apparaissent pas pour l'instant comme le facteur premier de la mobilisation". Il propose : "que le syndicat organise un large débat sur la finalité de l'école et organise des assises ; que le EN demande à la FEN d'organiser une quinzaine d'actions (...). Il suggère d'organiser des grèves par secteurs (écoles, collèges, lycées, supérieur...). Dans ce cadre il propose une grève collèges le 27 janvier et écoles une semaine plus tard. D'autres initiatives nationales ou départementales seront organisées."

L'Enseignement public daté de février écarte également "toute globalisation excessive des revendications

D'une part le gouvernement Chirac n'entend pas laisser mettre en cause sa politique économique, et le 29 janvier Chirac lui-même ne l'envoie pas dire, lors de sa conférence de presse, après avoir expliqué le retrait de la loi Devaquet : "(...) en revanche, sur l'affaire des grèves, là on touchait à l'essentiel, c'est à dire à l'amélioration de notre situation économique (...). Et si nous avions cédé le moins du monde, ce que je n'ai jamais envisagé un seul instant et ce que je ne ferai pas..." (Le Monde du 31/1).

Mais d'autre part la direction du SNI, celle de la FEN, sont obligées de rechercher à travers les "négociations" la révision de mesures qui pour une part substantielle touchent aux dispositions économiques, même pour ce qui concerne l'enseignement public. Il ne peut en être autrement : les besoins de la bourgeoisie française ont été clairement exprimés à l'Assemblée par le "rapporteur spécial" Martinez, député du Front national : l'enseignement public coûte trop cher, il faut laminer son budget sur tous les chapitres et privatiser tout ce qui peut l'être. L'entreprise de caporalisation et de déssectorisation que constitue le statut des maîtres-directeurs est rattachée à ce dispositif.

Pour les instituteurs, l'exigence de retrait de ce projet est une évidence, et à cette date, (rentrée de janvier) leur victoire est parfaitement possible, par un appel à la grève générale du SNIPegc, **sans attendre** les décisions de la FEN.

Ce n'est pas dans cette voie que s'orientent les dirigeants réformistes. Ils veulent marchander avec le gouvernement : signer un accord salarial quelque peu amendé par rapport à ses propositions initiales, tandis que de son côté celui-ci devrait arrondir les angles sur les questions de l'enseignement, et au moins "négocier" son projet sur les directeurs, le vider d'une partie de son contenu initial, sinon y renoncer. **Mais cela signifie qu'il faut en même temps casser toute possibilité d'intervention décisive des personnels sur leur propre terrain**. Comment ?

[qui] ne peut que favoriser l'intransigeance du gouvernement" (sic). Le même texte ajoute, à propos de la grève des cheminots : "Personne ne pourrait sérieusement programmer, à court terme, une autre grève d'une telle durée...". Après cette affirmation, il ne reste plus qu'à déclarer que "l'action à durée limitée répond aujourd'hui à la demande des syndicats de la FEN (...) sur des problèmes concrets et immédiats." Comme si les salaires n'étaient pas, pour tous les enseignants et tous les fonctionnaires, un "problème concret et immédiat" !

Dans le même numéro, J. Pommatau enfonce plus clairement encore le clou d'une "organisation syndicale représentative - véritable corps social intermédiaire,

qui, lui, n'a pas pour objectif de faire la grève, ou de faire la guerre au ministre" (souligné par nous).

Celui-ci en profite. Le 25 janvier, par exemple, à l'occasion d'un voyage en Alsace, J. Chirac annonce une prochaine loi sur l'apprentissage inspirée de l'exemple de la R.F.A. et qui inverserait les proportions actuelles entre l'enseignement public (LEP) et l'apprentissage patronal (CFA) pour accentuer encore la subordination de la formation professionnelle aux entreprises.

Chirac et Monory peuvent se permettre avec confiance cette attitude, les appareils orchestrant, "pour ne pas faire la guerre au ministre", la dislocation.

Comme d'habitude, l'appareil stalinien est au premier rang. En fait il n'a jamais cessé de prôner "les actions" et "les initiatives spécifiques à chaque catégorie". Depuis novembre, il appelle à "réunir les personnels pour déterminer les modalités d'action", sur lesquelles il n'a, quant à lui, rien à proposer. Dans tous les syndicats et à tous les niveaux, les responsables U&A, plus "démocrates" que nature, au nom de "l'exemple étudiant" et du mouvement "qui doit partir de la base", se refusent systématiquement à "imposer" un mot d'ordre, et surtout celui de grève générale. Par contre, ils imposent très bien l'émiettement : grève en Bretagne le 15 janvier (SNES et FEN) ; académie de Toulouse le 23 janvier (SNES seul ; Sarthe le 15 janvier (SNES et SNI) ; Maine-et-Loire le 17 (manifestation seulement, SNES, SNI, FCPE) ; Loire Atlantique le 21 (manifestation SNES, SNI, SNEP, SNETAA)... "D'autres décisions sont imminentes à Aix-Marseille, Bordeaux. Prenez rapidement vos propres décisions" conclut Monique Vuillat, Secrétaire générale du SNES, après ce panorama (Université syndicaliste du 10 janvier).

En même temps, les mêmes dirigeants UA réclament un mot d'ordre de "grève générale à l'appel de la FEN". La contradiction n'est qu'apparente : outre la

manoeuvre pour rejeter sur la seule direction UID la responsabilité du "manque d'unité", ils indiquent, prudents, qu'il n'est pas question pour eux d'autre chose que d'une grève de 24 heures, "première étape d'une action coordonnée" (?). Le 27 janvier, cependant, où ils pourraient considérer qu'ils ont largement satisfaction, ils appellent à la grève le personnel des collèges, mais pas celui des lycées !

Il faut cependant noter que ni le 21 octobre, ni le 23 novembre, ni pendant le déroulement du mouvement étudiant, l'appareil du PCF n'avait été en mesure de faire prévaloir la dislocation, contre l'unité dans le sens de laquelle allaient les initiatives des dirigeants de la FEN et les exigences profondes de la masse étudiante et lycéenne. Et s'il peut cette fois-ci y réussir, c'est dans la mesure où l'ensemble des personnels ne se met pas spontanément en mouvement, et où la "stratégie" des dirigeants UID non seulement leur en ouvre la possibilité, mais les amène à se joindre à eux pour diviser tous azimuts.

Le 15 janvier, le C.F.N., pour tout mot d'ordre, laisse l'initiative à chaque organisation, dans le cadre d'une "quinzaine d'action". Il donne ainsi son aval au programme de dislocation d'U&A en cours d'application. Le 20 janvier, Barbarant affirme dans l'Ecole libératrice : "s'ouvre une nouvelle période d'actions intenses et multiformes, avec des temps forts". Le 13, on l'a vu ses propositions prévoyaient la grève des instituteurs une semaine après celle des PEGC. Finalement on apprend qu'il n'y en aura qu'une, le 27, date à laquelle se rallient huit autres syndicats. Le dispositif d'éparpillement a du mal à s'appliquer jusqu'au bout. Comme l'avoue l'E.L. du 24 janvier : "il était difficile, dans ces conditions d'isoler les écoles". Ce "difficile" se passe de commentaires...

Fin janvier : échec des négociations salariales. La FEN dans l'impasse.

C'est dans ce contexte de bousille que s'ouvrent le 22 janvier les négociations salariales. **La place qu'y tient la FEN est déterminante.**

Dès l'ouverture sa direction annonce : "La FEN souhaite parvenir à un accord, c'est à dire à un compromis acceptable." (J.Pommatau, FEN-hebdo, le 22 janvier). Grâce à quoi elle abandonne de fait tout préalable de rattrapage du pouvoir d'achat, accepte les propositions ministérielles d'augmentation limitée à 1,7%, "glisse" sur la prise en compte du GVT (dont elle avait accepté le principe en 1984 de la part du gouvernement Mauroy...). En échange de ces sacrifices, elle escompte manifestement que le gouvernement, qui a besoin politiquement de cet accord, et en particulier de sa signature, concédera une "clause de sauvegarde" qui lui permette de justifier cette signature auprès des personnels. Elle réalise sur ces bases l'entente avec 5 autres fédérations (CFDT, FO, CGC, CFTC, FGAFF).

De son côté, Chirac qui fait pression en laissant prévoir sa signature imminente du projet sur les directeurs escompte que les dirigeants de la FEN, pour l'éviter, iront jusqu'au bout dans l'aval de sa politique salariale. Il va lui-même jusqu'à la limite où il lui est possible d'aller sans mettre celle-ci en cause, ce qui serait une nouvelle défaite politique retentissante : il modifie les dates d'application des augmentations pour 1987, accorde quelques miettes aux plus bas salaires, et sur tout introduit dans le projet d'accord un article 7 qui stipule :

"Les parties signataires sont convenues de se réunir au début de l'année 1988 pour faire le point des conditions d'application du présent accord à la lumière des résultats obtenus par l'économie du pays, en particulier du point de vue de l'inflation. Elles étudieront la situation des rémunérations des fonctionnaires tant actifs que retraités et les conditions de leur évolution."

En d'autres temps les dirigeants des fédérations de fonctionnaires et celle de la FEN en particulier s'en seraient satisfaites, d'autant que cette formule s'inspirait de celle que Pommatau avait proposée le 28 janvier à la deuxième séance de ces "négociations".

Le Monde du 30 janvier la cite : "Lorsque l'évolution de l'inflation de 1987 sera connue, et si elle excède l'hypothèse retenue dans le rapport économique et financier pour 1987, les parties se réuniront pour examiner la situation économique et salariale générale et définir les modalités d'un maintien effectif du pouvoir d'achat individuel des fonctionnaires."

Le 2 février, c'est l'échec. F.O. ne peut signer si la FEN ne signe pas, mais la FEN ne le peut pas non plus sans FO. Or il faudra que les dirigeants de ces fédérations en répondent devant leurs syndiqués et devant les fonctionnaires alors que la CGT ne signera pas. La modification de la situation politique à la suite de la victoire des étudiants et des lycéens se fait sentir. Ni les dirigeants de la FEN ni ceux de la fédération FO ne peuvent signer sans risquer une crise dans leurs organisations et un conflit ouvert avec les enseignants et les fonctionnaires. Ils sont contraints de ne pas signer.

Ainsi le marchandage engagé par la direction de la FEN échoue. Dès lors le gouvernement, qui est ébranlé, mais pas à terre, a les moyens de répliquer. En quelques heures le décret sur les maîtres-directeurs est signé par Jacques Chirac et les ministres concernés et promulgué au Journal officiel. Le couperet est tombé. Monory commente en déclarant qu'il n'a jamais envisagé la pause dans ses mesures et qu'il ne cédera pas.

Quelle riposte la direction peut-elle apporter à la promulgation du décret ? Devra-t-elle repartir à zéro, se résoudre à faire appel à une mobilisation décisive de l'ensemble des enseignants ? FEN-hebdo s'interroge : "La publication au J.O. des textes incriminés signifie-t-elle la reprise pure et simple de la voie et des méthodes antérieures au 21 octobre, avec la réalisation rapide et sans réaménagements (sic) de la "plate-forme RPR-UDF" ? Ou est-ce une "coup de menton" d'une équipe soucieuse de reconstituer son image de marque auprès d'une clientèle électorale ?"

La réponse à l'absurdité de la seconde hypothèse

se trouve dans la suite du texte lui-même, pour qui tous les "indices disponibles", dans l'apprentissage, la recherche, les lycées, le supérieur, les administratifs... montrent que Chirac et Monory repartent à l'offensive. La conclusion qu'il en tire ne peut même pas être appréciée, elle, comme un coup de menton : "Nous ferons notre travail, qui consiste à négocier en toute

responsabilité dans des espaces de négociation sains, et qui consiste aussi à nous battre contre l'inacceptable."

Le 3 février, la direction de la FEN est dans l'impasse, alors que tous les problèmes essentiels demeurent, avec une acuité accrue.

Une seule issue : grève générale de l'enseignement à l'appel de la FEN !

Le gouvernement pouvait reculer, composer sur le statut des directeurs. Il l'a prouvé en différant l'échéance tant qu'il espérait de la FEN et des autres fédérations la signature d'un accord entérinant sa politique salariale. Le 3 février, il signifie qu'il n'en est plus question. Il lie lui-même le décret, sa promulgation à l'ensemble de sa politique non seulement scolaire, mais économique. Désormais la FEN, les instituteurs ne peuvent rien espérer sans que lui soit infligée une défaite décisive.

C'est d'autant plus certain que depuis cette date, il ne s'agit plus seulement d'obliger le gouvernement Chirac à retirer un projet (stade que la loi Devaquet n'avait pas encore dépassé), mais à abroger un texte ayant maintenant force de loi, ce qui constituerait une défaite politique au moins équivalente à celle qu'il a essuyée en décembre. Quel que soit leur nombre les instituteurs ne peuvent plus y parvenir seuls. Ce que les étudiants et les lycéens n'ont obtenu que par la menace de jonction avec tout le corps enseignant, ils ne peuvent plus l'envisager que par un appel de la FEN à la grève générale de l'enseignement public, contre la politique scolaire et salariale RPR-UDF.

Il en va de même pour les autres secteurs. Car si le statut des maîtres-directeurs est au premier plan de l'actualité, c'est comme la partie la plus visible et sensible de l'iceberg. Les problèmes dans les LEP,

les EN, chez les surveillants, les agents etc... ne sont pas moins dramatiques et souvent plus directement liés à la politique budgétaire du gouvernement. Encore une fois, Chirac n'a rien cédé et la direction de la FEN elle-même est obligée de constater que Monory reprend ou s'apprête à reprendre l'offensive.

L'enjeu de la bataille s'est modifié. Dès lors que le décret est signé par Chirac et ses ministres, l'annulation de cette décision ne peut se faire sans mettre en jeu l'existence du gouvernement. Les dirigeants de la FEN, en s'opposant à la grève générale, lui ont donné la possibilité de survivre. Durement atteint, il n'est pas mort, et entend à son tour infliger à la FEN une dure défaite. Même le déclenchement d'une grève générale isolément dans l'un ou l'autre des secteurs en cause pourrait certes constituer un facteur de reprise du combat engagé contre le gouvernement Chirac en décembre, mais seulement dans la mesure où elle permettrait de déboucher sur la grève générale de l'enseignement.

Dès le lendemain du 3 février, les mots d'ordre correspondant à la situation sont donc, plus que jamais : **dirigeants de la FEN, appelez à la grève générale des écoles aux facultés contre le gouvernement Chirac-Monory, contre leur politique scolaire et salariale ! et dirigeants du SNIPegc, exigez cet appel de la FEN, préparez dans ce sens la grève générale des écoles et des collèges.**

J. Pommatau : "A quoi ça sert ?"

Au lieu de cela, la direction du SNI, celle de la FEN poursuivent dans la même voie, et d'abord dans celle des actions disloquées.

L'Ecole libératrice du 31 janvier avait convié les instituteurs à "une tâche militante de longue haleine". La promulgation du décret tombe comme une provocation. J.C. Barbarant, augurant de possibles réactions à la base dépose "un préavis de grève de durée indéterminée, pour couvrir toutes les initiatives".

On ne fait pas mieux dans le faux semblant. Un syndicat n'est pas un simple parapluie laissant sous son abri chacun faire ce qu'il peut comme il peut quand il peut, éventuellement la grève illimitée ! Il est vrai que la direction du SNI invite en même temps les instituteurs... à reprendre dès le 5 février les grèves tournantes par académies. En même temps, elle appelle à manifester la veille, mercredi 4, à Paris et en province, et envisage un défilé national à Paris le 11. Il est clair que ce dispositif ne peut au mieux qu'amuser le tapis jusqu'aux vacances. C'est sans doute pourquoi le SGEN-CFDT et le SNUDI-FO (animé par les militants du PCI et de "Convergence socialiste") s'y rallient. Le Monde du 7 note : "Le SNI n'a pas lancé de mot d'ordre national de grève, mais a demandé jeudi à ses sections départementales de "développer et amplifier l'action" et d'organiser le cas échéant des arrêts de travail"... Finalement sa direction s'entend avec le SGEN, la "coordination" derrière laquelle il se cache, et le SNUDI-FO pour la manifestation du 11.

Mais avec quel objectif ? Les dirigeants du SNI savent qu'une manifestation, si massive soit-elle, ne peut obtenir l'abrogation. Ce mot n'est d'ailleurs pas prononcé, et la banderolle de tête, le 4 comme le 11 février, est significative : faute de pouvoir désormais invoquer le "retrait", et refusant d'engager le combat avec l'ampleur nécessaire à l'abrogation, les appareils conjugués affichent seulement "Non aux maîtres-direc-

teurs". Une entrevue prévue avec Monory le 4 a été repoussée à la demande du SNI, au 12 février. Pourquoi ? à quoi doit donc servir la manifestation de la veille ?

Le 10, J. Pommatau rédige son éditorial de FEN-hebdo sous le titre pleurnichard "A quoi ça sert ?". On y lit : "La volonté du ministre d'imposer un nouveau statut aux directeurs et directrices d'école - procède d'un nouveau retour en arrière. Son objectif n'est pas d'améliorer le fonctionnement de l'école mais de la hiérarchiser. Y compris sur ce terrain, sa référence à l'entreprise est usurpée. L'entreprise, compétitive aujourd'hui qui se veut performante demain, réduit les niveaux d'autorité, les lieux de décision, et recherche les meilleures formes d'intéressement de tous les personnels à son fonctionnement et à son projet".

A la veille de la manifestation du 11, Pommatau en appelle donc à l'application dans les écoles des critères invoqués par le gouvernement lui-même pour enchaîner les travailleurs aux entreprises par la participation.

L'objectif des dirigeants de la FEN est de s'appuyer sur la combativité des instituteurs pour essayer d'obtenir, dans les circonstances nouvelles, un nouveau compromis qui n'est plus envisageable que dans l'application du décret, alors que la masse des intéressés le refuse toujours, ce qu'ils vont démontrer par leur participation importante à la manifestation centrale du 11, malgré ses limites et tous les efforts de dislocation qui l'ont précédée.

Avant d'examiner la manifestation du 11 février et de conclure sur les derniers développements, il faut s'arrêter sur les réactions de la masse des enseignants, en particulier des instituteurs, et sur le rôle de ce qui s'est abusivement appelé "coordination".

Février : les enseignants restent disponibles.

Le 7 décembre, la FEN reconnaissait non seulement que les enseignants étaient prêts à la grève générale, mais qu'ils exerçaient en ce sens une "forte poussée". Après les vacances de fin d'année et la grève des cheminots, avec la politique de dislocation menée par l'appareil U&A en particulier dans le second degré et les écoles normales, il n'y a plus de "forte poussée".

Les consignes "d'action" sont peu ou pas suivies. C'est le cas en particulier pour la grève du 27 janvier dans les lycées et chez les certifiés des collèges. La caricature est atteinte par la journée du 28 appelée en principe par le SNPEN et le SNI, appuyée par le SNES, pour la défense des écoles normales et de la formation des maîtres. Le rassemblement prévu à Paris, régional pour le SNI, national pour les professeurs d'E.N. regroupe au plus 500 personnes... Le ministère peut se payer le luxe de refuser toute entrevue. C'est le résultat de la véritable défaite organisée sciemment en décembre-janvier par la direction U&A du SNPEN, contre la grève générale des Ecoles normales, et acceptée par la direction UID du SNI.

Cela ne signifie pas que la perspective de la grève générale doit être abandonnée. Les enseignants restent disponibles et sont prêts à répondre à l'appel des dirigeants de la FEN et de ses syndicats, mais ils ne veulent pas être engagés dans n'importe quoi sous prétexte "d'action". Ils gardent l'exemple étudiant en mémoire, tout en sachant que les conditions ne sont pas identiques dans le corps enseignant. Les étudiants ont réalisé le Front unique à tous les niveaux. Ils ont retrouvés des formes d'organisation autonomes, dont les prémices ont été posées de longue date dans les traditions de lutte à l'université où l'emprise des appareils syndicaux est relativement faible. Dans l'enseignement, quelle est la voie pour réaliser l'unité ? Du fait de son refus de la scission syndicale en 1948, du fait de sa puissance (qui lui attire la guerre déclarée des partis bourgeois), l'unité des enseignants passe par la FEN : la question

du Front unique d'organisation à organisation ne se pose pas.

Sa direction a littéralement assassiné la poussée vers la grève générale. Au début janvier, elle n'a plus à craindre aucun "débordement" dans l'immédiat. Mais il est d'autant plus clair qu'elle porte seule la responsabilité d'ouvrir à nouveau la perspective de la poursuite du combat engagé contre le gouvernement Chirac. C'est ce que les personnels attendent d'elle et de ses syndicats, et ils se tiennent dans leur masse à l'écart des mots d'ordre dislocateurs.

Fondamentalement, cette appréciation, qui vaut pour l'ensemble des enseignants, vaut pour les instituteurs, mais avec certaines différences.

D'une part le statut des directeurs est ressenti massivement par eux comme une atteinte à leur fonction même. Il constitue une attaque "morale" plus que matérielle, et qui traumatise l'ensemble de la catégorie plus qu'aucune autre dans l'enseignement public.

La disponibilité des instituteurs est pratiquement intacte depuis décembre, et contrairement à d'autres secteurs, les initiatives dislocatrices n'arrivent pas à l'entamer sérieusement. Frédéric Gaussen, dans Le Monde du 3 février s'inquiète après la signature du décret par Chirac : "Le gouvernement a-t-il vraiment tiré les leçons des difficultés qu'il a rencontrées avec les étudiants ? On peut sérieusement en douter, à voir la nouvelle épreuve de force qui l'oppose aux instituteurs, tant sont frappantes les similitudes", l'une de ces similitudes étant pour F. Gaussen "une vague de fond partie de la base et prise en charge ensuite par les syndicats".

L'inquiétude est légitime, mais le parallèle abusif. Il n'y a pas de "vague de fond" et l'allusion aux "coordinations" est une falsification.

La véritable place des "coordinations" chez les instituteurs.

Le point de départ du mouvement étudiant a été d'emblée un mouvement de masse, où le mot coordination désignait des **comités de grève**, élus et renouvelables, à tous les niveaux, intégrant les représentants syndicaux. Chez les instituteurs, de quoi s'agit-il ? D'une initiative minoritaire d'une cinquantaine de militants du SGEN-CFDT suivis par des membres de l'Ecole émancipée, qui ont déclenché le 12 janvier une grève reconductible touchant 16 écoles (ce qui ne signifie pas 16 écoles en grève), à Paris. Et avec quel résultat ? Le Monde du 17 janvier le constate : "La cinquantaine d'écoles (...) renvoyaient presque toutes le même message : les instituteurs attendent un mot d'ordre syndical et une plus forte mobilisation : ils se méfient d'un mouvement minoritaire."

Il serait absurde de nier que face à l'absence de perspective des directions de la FEN et du SNI, les initiatives du SGEN et des "coordinations" qu'il anime regroupent, de façon variable mais toujours très minoritaire, localement ou départementalement, des instituteurs qui veulent "faire quelque chose". Mais que leur proposent-ils ?

Le 23 janvier, alors qu'il est encore temps pour le SNI de faire échec au décret en appelant les instituteurs à la grève générale, alors que telle est l'attente de ces derniers, un tract de la "coordination" du 93 présente pour toute perspective : "amplifier le mouvement (grève reconductible, grève tournante, débrayage, etc...)" ; "rejoindre le mouvement de grève" ; "poursuivre l'action"...

Aucune différence avec la politique de division UID et U&A. D'ailleurs, dans les réunions où les militants de la "coordination" interviennent, les appareils collaborant volontiers avec eux dans la recherche des "initiatives multiformes", **et pour s'opposer à l'exigence de grève générale à l'appel du SNI** **pegc**. Dans le texte cité ci-dessus, pas un mot sur la responsabilité de

ce dernier, ni même sur son existence. La condition indispensable à l'unité des instituteurs n'est même pas évoquée. Les dirigeants du SNI sont heureux : on ne leur demande rien, il n'y a pas de raison qu'ils bougent. Le gauchisme a toujours fait bon ménage avec la division, en protection des appareils. Echange de bons procédés, Barbarant rendra hommage aux "coordinations" dans Le Monde du 4 février, comme "exprimant le sentiment d'une frange d'instituteurs la plus déterminée et la plus rapidement mobilisée".

Les pseudo-"coordinations" ne sont 9 fois sur 10, chez les instituteurs que des réunions de militants sans délégation, souvent seuls à "agir" dans leur école (même si c'est avec la sympathie de leurs collègues), qui se constituent de fait en embryon d'organisation parallèle à celle du SNI, se borne à coordonner... ses membres, et discrédite la notion de coordination **comme comité de grève** des enseignants en grève illimitée.

Quant à l'écho qui leur est prêté chez les instituteurs, il est complaisamment exagéré **pour minimiser le rôle que ceux-ci attendent du SNI**. Le Monde du 11 février ne craint pas d'écrire : "une grève ultra-minoritaire (...) a rencontré un écho tel qu'elle a contraint le SNI (...) à prendre la tête d'une manifestation nationale". En fait les instituteurs ne participent pas davantage aux initiatives multiples ou aux grèves isolées auxquelles les "coordinations" du SGEN et de l'EE les convient qu'à celles du même tonneau proposées par les réformistes ou les staliniens. Le 22 janvier, ce ne sont pas plus de 200 instituteurs qui manifestent au nom de la "coordination" parisienne à Mâtignon. Le 27 ils ne seront au mieux qu'un millier, dans le cadre pourtant d'une grève appelée par le SNI, et à laquelle 60% des instituteurs participent (bien que sans enthousiasme), alors que la proportion dans les lycées est au maximum de 20%. Le 4 février, si les "coordinations" semblent tenir le haut du pavé, c'est selon Le Monde lui-même parce que le SNI et la FEN se sont volontairement

"mis en retrait". Ils laissent se déployer le dévoiement carnavalesque et rigolard où la CFDT est passée experte. Ce n'est pas plus aux "coordinations" qu'au SNI qu'il faut imputer les quelques slogans plus politiques lors de la dissolution (réclamant la démission de Monory et la grève générale), mais **aux instituteurs**, insatisfaits.

Lorsque le 11 février le SNI prend les choses en mains, pour les raisons vues plus haut, la "coordination

numériquement noyée" (Le Monde) est révélée à sa véritable place : non à l'avant-garde mais en marge de la masse des instituteurs. La veille de la manifestation, la grève appelée par elle pour le 10 "a été modestement suivie à Paris" écrit pudiquement Le Monde. On ne parlera pas de celle qui devait avoir lieu le lendemain 12...

La manifestation du 11 février.

Le 11 février, des dizaines de milliers d'instituteurs répondent à l'appel du SNI Pegc et manifestent à Paris. Voilà qui suffit à prouver leur détermination à faire échec au projet gouvernemental de maîtres-directeurs et à toute sa politique scolaire. Dans la manifestation percent des slogans comme "Monory démission", ou "grève générale de l'éducation". Mais il est clair que toutes les forces se conjuguent pour les étouffer sous un carnaval de "folklore" rarement atteint. Pourtant Le Monde du lendemain conclut : "la détermination semblait si forte que les manifestants ne doutaient pas d'une reprise du mouvement après les vacances de février".

Il est une autre conclusion plus claire encore : c'est que la manifestation du 11 février a souligné la responsabilité du SNI Pegc, syndicat **de la FEN**. Les

instituteurs veulent que leur syndicat centralise leur combat. Leur syndicat, c'est à dire le SNI Pegc. La manifestation du 11 était **une manifestation du SNI**, quel que soit le battage fait autour de la "coordination", de SGEN et du SNUDI-FO, et sur le caractère "unitaire" de la journée, prétendument dû au fait que "le SNI avait ouvert sa manifestation aux autres syndicats d'enseignants du premier degré". (Le Matin du 12/2).

L'unité des instituteurs passe par le SNI, celle des enseignants par la FEN. C'est un fait : c'est vers eux que les personnels se tournent pour se dresser contre le gouvernement et sa politique. Le Matin note : "Le SNI Pegc a démontré sa capacité de mobilisation." Tout le problème, pour les instituteurs, est d'obtenir que cette capacité soit réellement utilisée.

Le gouvernement exige la capitulation de la FEN.

Quelles perspectives les directions s'approprient-elles à tracer après le 11 ?

Celle du SNI est plus que jamais dans l'impasse. Le 13 février sort la première circulaire d'application du décret : Monory ne peut être plus clair. Le gouvernement exige une capitulation complète et la participation des dirigeants à la mise en place du dispositif concernant les directeurs, **c'est à dire tout le fonctionnement de l'école maternelle et élémentaire**. "Libération" du 12 écrit à juste titre : "René Monory ne compte pas faire marche arrière, attendant simplement que "l'affaire soit réglée", sous-entendu qu'on n'en parle plus. Son entourage espère que le SNI Pegc, renonçant à son opposition de principe au décret en cause, accepte d'en discuter les modalités d'application".

Les déclarations des dirigeants de la FEN oscillent comme des boussoles dérégées. Selon Le Monde du 14, Barbarant "n'exclut pas (...) une extension du mouvement de contestation à d'autres secteurs de l'Education nationale, voire une convergence avec des protestations dans la Fonction publique", ce qui irait effectivement dans le sens du seul mot d'ordre capable de répondre victorieusement à Monory : **la grève générale des enseignants jusqu'à satisfaction, la grève générale contre la politique salariale du gouvernement Chirac**. Par contre, le 16, tout en dénonçant à juste titre le cynisme du ministre, le SNI prévoit seulement "la poursuite et le renforcement de l'action"...

La direction de la FEN se contente, elle de souligner le 20 février que l'on se croirait revenu trois mois plus tôt, et que le ministre "reproduit, avec de plus en plus de mépris et malgré des expériences cuisantes, le discours d'incompréhension opposé, en novembre

et décembre aux étudiants : - il conteste l'ampleur du mécontentement ; il prétend que les instituteurs n'ont rien compris au sens de ses textes ; il nous accuse d'organiser la désinformation. Il va même jusqu'à contester de fait le rôle et la représentativité des organisations syndicales."

C'est tout. Aucune conclusion n'en est tirée, ni sur ce qu'il fallait faire pour éviter d'en arriver là, ni sur un quelconque mot d'ordre. Ni le SNI ni la FEN ne prononcent le mot "d'abrogation". Ni l'un ni l'autre ne disent : "Nous ne céderons pas à Monory, à bas la politique scolaire du gouvernement !" ce qu'attendent les instituteurs et les enseignants.

Les dirigeants du SNI Pegc et de la FEN ont laissé intervenir les congés de février (c'est à dire trois semaines de creux du fait du décalage des zones) sans ouvrir aucune perspective de reprise du combat engagé, **c'est à dire de son extension et de son unification**. Faute de cette perspective, que peuvent signifier, reportée à la mi-mars, alors que le gouvernement aura continué à avancer ses pions, les rododromes sur "poursuivre l'action demain" (SNI) ou "une riposte nationale après les vacances si le gouvernement ne cède pas" ("coordination") ?

Il n'en reste pas moins que les instituteurs ont fait la preuve de leur disponibilité. L'appareil du PCF montre qu'il en a conscience. Les dirigeants U&A du SNI n'attendent pas, eux, pour placer le cadre prévu pour les secteurs qu'ils contrôlent : dès le 13 février, ils proposent à nouveau des grèves tournantes par académie dès la première quinzaine de mars, contre une éventuelle résurgence de la volonté de combat unitaire des instituteurs.

L'appareil U. & A. reprend les manoeuvres scissionnistes.

Mais il fallait s'y attendre, un autre type de division réapparaît. Les dirigeants U&A souhaitent "établir des convergences avec les enseignants du second degré" (Le Monde), ce qui s'inscrit dans une reprise des opérations de type "FEN bis", **tendant à scinder la FEN en deux blocs, ce que les initiatives de cette dernière (21 octobre, 23 novembre) avaient rendu impossible jusqu'en décembre**. Au moment même des négociations salariales, six syndicats de la FEN à direction U&A ont envoyé une lettre à Chirac pour se démarquer de la direction UID, et en soutien aux positions de la CGT.

La synthèse est fournie par la Secrétaire générale du SNES, Monique Vuailat, qui monte au créneau dans l'U.S. du 12 février sous le titre : "Quelle action efficace aujourd'hui ?" Quelle est sa réponse ?

"La panoplie est grande. Tout dépend de la volonté des syndiqués. (...) A cet égard notre expérience est riche puisque nous avons à peu près tout tenté, depuis les actions spectaculaires jusqu'aux actions par région, par discipline, mais elle peut encore s'enrichir."

Un peu plus loin cependant elle ajoute : "A notre

avis tout commande de développer l'action unitaire (...), les convergences avec les autres secteurs en lutte, notamment le premier degré. Le blocage actuel rend nécessaire une action d'ensemble, du secteur éducation et au-delà du secteur de la fonction publique. On pourrait se contenter d'interpeller la FEN, mais l'interpellation la plus efficace est celle que provoquent nos décisions et notre engagement avec d'autres."

Il est difficile d'être à la fois plus faux-jeton et

plus clair : du fait de leur combativité, ce sont les enseignants qui sont responsables. Certes, un mouvement d'ensemble est souhaitable, mais à quoi bon "interpeller la FEN" ? Réfléchissons et créons notre propre réseau... Les dirigeants U&A s'efforcent de dévoyer les aspirations des instituteurs vers une pseudo-"extension du mouvement" qui casse les reins à toute perspective de grève générale unitaire, et du même coup casse en deux la FEN, les instituteurs et les enseignants.

Infliger au gouvernement Chirac une défaite décisive.

Dans quelle situation les instituteurs vont-ils se trouver à la rentrée de mars, quelle réponse lui apporter? Rien n'est fondamentalement changé depuis le 3 février. Le décret sur la maîtres directeurs est signé, le gouvernement est engagé comme il l'est par sa politique salariale. Pour l'obliger à capituler, il faut lui infliger une défaite décisive. La grève générale des enseignants est nécessaire pour y parvenir, et c'est la responsabilité des directions de la FEN et de ses syndicats que d'y appeler.

C'est déjà la réponse apportée dès le 5 février par le dernier "CPS-enseignants", en particulier dans sa conclusion :

"Le gouvernement espère isoler les catégories d'enseignants les unes des autres, et notamment que les instituteurs agissent seuls, les autres catégories n'engageant pas le combat. Les "actions" disloquées, décousues, les grèves "tournantes", "du zèle", "perlées", etc... sont impuissantes et démoralisatrices. Elles favorisent la tactique du gouvernement Chirac-Monory. Le corps enseignant dans sa totalité doit se dresser contre la politique dans l'enseignement, qui inclut sa politique salariale, du gouvernement Chirac.

La responsabilité des dirigeants de la FEN, du SNI-Pegc, du SNES, des syndicats d'enseignants membres de la FEN est d'appeler, tout de suite, toutes les catégories d'enseignants à la grève générale jusqu'à satisfaction.

Il faut :

- une charte revendicative commune à toutes les

~~~~~

catégories d'enseignants qui intègre revendications communes à tous et revendications particulières ;

- que la grève générale des enseignants, réalisée à l'appel de la FEN et de ses syndicats s'organise comme s'est organisé le mouvement étudiant et lycéen - comités de grève dans chaque établissement dont les responsables sont élus en Assemblée générale, mandatés et révocables, auxquels les dirigeants syndicaux participent - comité central de grève composé des délégués des comités de grève des établissements, élus et révocables et auxquels s'intègrent les dirigeants syndicaux nationaux.

Alors seront réunies les conditions d'une manifestation nationale, de centaines de milliers d'enseignants, se rassemblant à Paris pour aller à l'Hotel Mâtignon dicter leur volonté :

#### A BAS LA POLITIQUE DE L'ENSEIGNEMENT DU GOUVERNEMENT CHIRAC A BAS SA POLITIQUE SALARIALE (1)

Enseignants de toutes catégories, exigez des directions de la FEN et de ses syndicats qu'elles appellent à la grève générale des enseignants."

le 25 février 1987

(1) C'est à dire : GVT en dehors du calcul des salaires ; rattrapage du pouvoir d'achat perdu ces dernières années; garantie du maintien du pouvoir d'achat (clause d'échelle mobile des salaires en fonction de la hausse des prix).

## PREPARATION DU CONGRES DU PARTI SOCIALISTE : A LA RECHERCHE DE LA "TROISIEME FORCE"

### A TOUT PRIX : RETOURNER AU POUVOIR

Le P.S. est un parti ouvrier-bourgeois-parlementaire. Il ne peut rompre le lien qui le relie à la population laborieuse, cesser de se réclamer de la tradition socialiste réformiste sans se détruire en tant que parti. Mais il est profondément intégré à la société bourgeoise. Ses dirigeants se réclament de plus en plus discrètement et vaguement du "monde du travail", leur "socialisme" est de plus en plus douteux. Défenseurs de l'ordre bourgeois, au pouvoir ils prennent directement en charge la défense de la société bourgeoise, cela d'autant plus qu'elle est en crise. Les travailleurs et la jeunesse en ont fait une nouvelle fois l'expérience de mai 1981 à mars 1986.

Une des différences fondamentales entre dirigeants du P.S. et dirigeants du P.C.F. est que, tout en assumant les uns et les autres la fonction de défenseurs de la société, de l'ordre, de l'Etat bourgeois, les dirigeants du P.S. aspirent avant tout à accéder au pouvoir et à gouverner, tandis que ceux du P.C.F. sont, eux, avant tout, étroitement soumis à la bureaucratie du Kremlin et à ses intérêts.

Les JOSPIN, QUILES, HERNUE, CHEVENEMENT, FABIUS, MAUROY, ROCARD, MERMAZ, DELORS, JOXE, etc... ont comme suprême ambition de devenir, ou de rester, des "hommes d'Etat", de l'Etat bourgeois. Ils l'ont montré alors que pendant cinq ans ils étaient au gouvernement. C'est dans la lutte politique pour accéder au pouvoir que MITTERRAND les a rassemblés et unifiés par dessus leurs rivalités et antagonismes. Depuis 1965, MITTERRAND était tenaillé par l'ambition de devenir président de la Ve République. En 1971, il a su par son O.P.A. d'Epinais faire du P.S. l'instrument de cette ambition. La politique de "l'union de la gauche" lui a donné les moyens de la satisfaire et du même coup de porter le P.S. au pouvoir. La ligne politique de "l'union de la gauche" épousait l'aspiration de la population laborieuse : chasser du pouvoir les partis et les hommes politique bourgeois, les

POMPIDOU, les GISCARD, CHIRAC, BARRE et autres. Elle était une réponse traître à l'aspiration à l'unité du P.S. et du P.C.F. contre ces partis et ces hommes. Elle se situait entièrement dans le cadre de la société et du maintien de l'Etat bourgeois, comme toute politique de type Front Populaire et en l'occurrence de la Ve République et de ses institutions. L'échec des tentatives de POMPIDOU et de GISCARD de procéder à une ouverture "à gauche" confortait l'orientation de MITTERRAND centrée sur "l'union de la gauche".

Pour la bourgeoisie, la politique de "l'union de la gauche" a eu l'immense avantage de contenir le prolétariat, de lui boucher toute perspective politique gouvernementale, d'introduire le désarroi politique dans ses rangs. Telle a été la tâche politique essentielle accomplie par le gouvernement de "l'union de la gauche", le gouvernement MITTERRAND-MAUROY-FITERMAN-CREPEAU et par le gouvernement MITTERRAND-FABIUS-CREPEAU qui lui a succédé. Mais les dirigeants du P.S., que le réflexe contre le retour au pouvoir du RPR et de l'UDF a sauvé du désastre électoral, perdaient le pouvoir, sans perspective de le récupérer avant longtemps. A leur tour, ils étaient dans l'impasse et le désarroi. A l'intérieur du P.S. les forces centrifuges, les antagonismes et contradictions se développaient. Elles mettaient en cause son unité et son existence. Chaque "leader" cherchait sa propre voie. D'autant plus que dès le lendemain du 16 mars, CHIRAC et son étroite majorité RPR-UDF n'ont pas caché leur volonté d'élargir cette dernière en procédant au retour au scrutin majoritaire à deux tours, à un nouveau découpage électoral et, ensuite, de reconquérir la présidence de la République.

Dans ce contexte après le 16 mars, nombre de dirigeants du P.S. ont cherché à établir des passerelles entre eux, la nouvelle majorité à l'Assemblée Nationale et donc le gouvernement CHIRAC. Après le 16 mars, CHIRAC et son gouvernement ont engagé de leur côté la bataille contre les partis de la majorité de 1981. Ils se sont efforcés par ailleurs de se subordonner étroitement les appareils syndicaux. Au P.S. ce fut le "sauve qui peut". Les FABIUS, CHEVENEMENT, MAUROY, cherchaient à renforcer leurs "clubs". ROCARD engageait l'offensive en annonçant sa candidature à la présidence de la République. Selon lui il fallait en finir avec les "clivages gauche-droite". Chacun allait affirmant qu'il était indispensable que le P.S. se "rénove" et que, notamment, soit révisée la "déclaration de principe". En juin, la direction du P.S. a réuni une "convention nationale" au cours de laquelle les tendances "néo-socialistes" se sont faites concurrence. CHEVENEMENT a exigé que le P.S. prenne en compte la "culture de gouvernement" et ne revienne pas à "une culture d'opposition". Il transformait le CÈRES en une sorte de club "République et socialisme". Il entrait en commerce avec ROCARD pour s'engager sur la voie du corporatisme qui est fondamentalement l'objectif du gouvernement CHIRAC et de la Ve République. Par contre, MAUROY estimait qu'il fallait maintenir le lien et la tradition qui relie le P.S. à la population laborieuse et au "socialisme". JOSPIN avait à charge de maintenir l'unité du P.S. en manoeuvrant entre les écueils. La convention nationale du P.S. de juin 1986 n'aboutit à aucune conclusion pratique, sinon d'appeler à la création d'un "Conseil national de la gauche et des forces de progrès". Pour MITTERRAND, rester à l'Elysée exigeait le maintien de l'unité du P.S., seule force politique sur laquelle il puisse s'appuyer. Il lui fallait prendre les devants en laissant entendre qu'il pourrait éventuellement se représenter à l'élection à la présidence de la République et que le retour au pouvoir du P.S. dépendait de son éventuelle réélection.

#### APRES LE 16 MARS, L'OBJECTIF DE CHIRAC : LA PRÉSIDENTE DE LA REPUBLIQUE...

D'autant plus que la majorité RPR-UDF à l'Assemblée Nationale issue du 16 mars était étroite, immédiatement le gouvernement CHIRAC devait préparer le renforcement de cette victoire limitée. D'abord en établissant sans confusion possible que le siège du pouvoir était désormais à Matignon et non à l'Elysée. MITTERRAND en désignant CHIRAC comme premier ministre acceptait, pour se maintenir à la présidence de la République, cette redistribution du pouvoir politique. C'était la condition de la "cohabitation" dont MITTERRAND avait besoin pour pouvoir utiliser si possible, les circonstances et reprendre éventuellement l'initiative politique, se positionner en vue des futures élections à la présidence de la République. La "cohabitation" momentanée était également nécessaire à CHIRAC et au RPR pour assurer leur main mise sur l'appareil d'Etat, établir leur hégémonie au sein de la coalition RPR-UDF et préparer l'élection de CHIRAC à la présidence de la République.

Dès qu'il a été au pouvoir, le gouvernement CHIRAC a mis en oeuvre la politique ultra-réactionnaire que le programme commun RPR-UDF définissait. En acceptant de s'incliner devant cette politique, MITTERRAND contraignait le P.S. à des multiples contorsions pour apparaître comme s'opposant à la politique du gouvernement CHIRAC tout en soutenant "l'action du président de la République". La nouvelle loi électorale et le découpage PASQUA ont annihilé, si toutefois elles existaient, les velléités de MITTERRAND d'utiliser, en raison de circonstances qui lui paraîtraient favorables, l'arme de la dissolution de l'Assemblée Nationale : à moins d'un raz de marée électoral ou d'un bouleversement des alliances, le RPR et l'UDF tout en perdant des voix renforceraient leur majorité à l'Assemblée Nationale en cas d'élections législatives anticipées.

Le RPR et l'UD, la bourgeoisie, étaient bien décidés à rétablir le fonctionnement normal de la Ve République, en éliminant MITTERRAND de la présidence de la République. Il demeure à leurs yeux le véritable dirigeant du P.S. et surtout le symbole de la défaite qu'ils ont subie en 1981. Le RPR comptait bien que le prochain président de la République serait CHIRAC et renforcer ainsi son hégémonie sur l'appareil d'Etat. A moins de se suicider politiquement, MITTERRAND était obligé de se démarquer du gouvernement CHIRAC, tout en le laissant

gouverner. D'autant plus que la bourgeoisie suscitait la candidature de Michel ROCARD. De là son refus de signer telle ou telle ordonnance ou communiqué mettant en cause tel ou tel point de la politique du gouvernement CHIRAC.

Rien ne témoigne mieux de la position inconfortable de MITTERRAND, jusqu'au mois d'octobre-novembre 1986, que les déclarations qu'il a faites au mois d'octobre alors qu'il allait avoir 70 ans. Dans son style, d'une hypocrisie inimitable, il laissait entendre qu'il pourrait être encore candidat à la présidence de la République, bien qu'il ne le sache pas encore, étant donné qu'il était déjà président de la République. Le P.S. avait, de ce fait, déjà un candidat potentiel publiquement déclaré, bien que ce candidat ne le soit pas officiellement à cette date. Néanmoins, à ce moment encore, sans se troubler ni faiblir, ROCARD maintenait, en tout état de cause, sa candidature.

### ... MAIS LA CLASSE OUVRIERE A ENGAGE LE COMBAT CONTRE LE GOUVERNEMENT CHIRAC

Depuis, de l'eau a coulé sous les ponts. Le mouvement des étudiants et des lycéens a mis à l'ordre du jour la grève générale des enseignants à laquelle le 8 décembre, sans le retrait du projet de loi DEVAQUET la direction de la FEN ne pouvait plus différer d'appeler. Un nouveau 19 mai 1968 menaçait. Le gouvernement CHIRAC a dû capituler en rase campagne pour l'éviter. Les rapports politiques entre les classes étaient profondément modifiés. Ensuite il y a eu la grève des cheminots. Le gouvernement a échoué là où précisément il lui aurait fallu absolument réussir : par la médiation des appareils syndicaux paralyser la classe ouvrière et la jeunesse, avancer, par la médiation de la participation, vers le corporatisme. Le gouvernement CHIRAC reste en place mais il est déstabilisé. C'est en partant du tournant qui vient d'avoir lieu dans la situation politique qu'il faut analyser la "synthèse" réalisée entre les différents courants du PS lors du comité directeur des 7 et 8 février derniers.

### DE "L'UNION DE LA GAUCHE" A LA "MAJORITE DE PROGRES"

En juillet 1984, les dirigeants de la bourgeoisie ont estimé que le gouvernement de l'Union de la Gauche-Front Populaire avait joué son rôle en contenant le mouvement de la classe ouvrière. Ils ont commencé à s'engager vers le retour au gouvernement de leurs partis. La sortie du PCF du gouvernement et la constitution du gouvernement MITTERRAND-FABIUS-CREPEAU se sont inscrits dans cette perspective. Pour maintenir sa position à l'Élysée, toujours au compte des intérêts de la bourgeoisie, MITTERRAND a fait voter par la majorité PS existant alors, l'élection des députés à l'Assemblée Nationale à la proportionnelle départementale. Il voulait maintenir, par ce mode de scrutin, un groupe du PC à l'Assemblée Nationale nombreux et si possible éviter qu'il y ait une majorité de députés RPR-UDF. Déjà il était à la recherche d'une "troisième force". C'est sur cette base que s'est déjà réalisée la synthèse au congrès de Toulouse d'octobre 1985. A ce congrès, tous les courants, tout en affirmant vouloir rassembler la "gauche", se sont appuyés sur le repli "sectaire du PCF" pour indiquer que la possibilité d'un gouvernement s'appuyant sur une majorité PS-PCF n'était plus envisageable. Ils ont par ailleurs agité l'épouvantail du Front National pour en appeler à tous ceux qui refuseraient le retour dans un gouvernement de la "droite réactionnaire". Le 16 mars 1986, cette tentative de MITTERRAND a échoué : une majorité de députés de l'UDF et du RPR s'est dégagée, de peu, du scrutin.

La situation politique, après le mouvement des étudiants et des lycéens, permet à nouveau à MITTERRAND de redonner aux dirigeants du P.S. une perspective leur laissant espérer un retour au pouvoir dans un proche avenir et donc, momentanément, de les rassembler et d'éviter la crise. Cette perspective, c'est celle d'une victoire de François MITTERRAND aux prochaines élections présidentielles. Certes, dans le texte de synthèse ne figure plus l'affirmation selon laquelle MITTERRAND serait automatiquement le candidat du PS s'il décidait de se représenter. ROCARD, qui ne voulait à aucun prix ratifier en clair cette candidature, a pu ainsi se rallier. Mais chacun sait que la synthèse signifie le ralliement de tous à cette éventuelle candidature. La contribution présentée par L. JOSPIN, autour de laquelle s'est réalisée la synthèse avant le prochain congrès de Lille, affirme :

"Mais le Parti Socialiste entend aussi s'adresser à tous ceux qui s'inquiètent des menaces qui pèsent aujourd'hui sur nos libertés, sur l'indépendance nationale comme sur la construction européenne.

Première force politique du pays, le Parti Socialiste se sent responsable de l'avenir de la France. Il est le pôle naturel du rassemblement des femmes et des hommes de gauche qui demeurent fidèles à l'union des forces populaires. Il entend aussi être le principal instrument du rassemblement de toutes celles et tous ceux qui sont animés par un profond désir de justice et de progrès.

Pour rassembler, il nous faut nous appuyer d'abord sur la dynamique présidentielle. Car si nous gagnons l'élection présidentielle dans un rassemblement qui transgresse, dans ce moment

politique, les frontières habituelles des électors des partis, alors il sera possible d'utiliser la perche de la présidentielle pour rebâtir une majorité du progrès pour gouverner." (passages soulignés par nous).

Cette ligne, partagée par les contributions de CHEVENEMENT, ROCARD et MAUROY, signifie la recherche d'une majorité autour de MITTERRAND, majorité constituée du PS et d'autres forces qui ne peuvent provenir que de partis bourgeois. La contribution de L. JOSPIN, comme les autres contributions, explique à propos de l'alliance avec le PCF :

"Une union brisée, recollée, puis brisée à nouveau peut difficilement être crédible dans l'opinion".

Les dirigeants du PS ont eu beau proclamer lors du comité directeur de synthèse que la "majorité de progrès" n'était pas l'alliance avec des partis soutenant l'actuelle coalition gouvernementale, ils ont dû, tout de même, concéder devant des questions relevant de l'arithmétique la plus simple, qu'il faudrait envisager certaines alliances après... l'élection présidentielle.

A ce propos, Jean POPEREN, présenté par les médias comme un farouche opposant à une alliance à droite, déclarait à France-Inter le 16 février 1987, en évoquant le CDS - parti de MONORY rappelons-le - :

"Qu'il y ait là-dedans des hommes, des femmes, qui puissent se trouver en accord avec nous pour travailler et lutter : oui".

Les contorsions des dirigeants du PS, de JOSPIN à ROCARD en passant par CHEVENEMENT et MAUROY, ne trompent personne : "la majorité de progrès", c'est de fait la recherche de la fameuse "troisième force". MITTERRAND tente d'engager le PS sur une voie que, du fait des rapports entre les classes, POMPIDOU et GISCARD n'ont pu utiliser.

#### ROCARD, DOUBLE SUR SA DROITE PAR MITTERRAND... ET CHEVENEMENT

L'idée de l'ouverture au centre a toujours été celle de ROCARD. En 1975, lors de son entrée au PS, il tentait une opération, soutenue par ailleurs par la CFDT, visant à détourner le PS de toute ligne d'unité avec le PCF même sous la forme de "l'Union de la Gauche". Au congrès de Metz, en 1975, il était mis en minorité par MITTERRAND auquel s'étaient ralliés MAUROY et CHEVENEMENT. Pour les raisons que nous avons indiquées, MITTERRAND a maintenu le cap sur la ligne de l'Union de la Gauche-Front Populaire.

En 1980, ROCARD est revenu à la charge directement propulsé par la bourgeoisie, en avançant sa candidature aux élections présidentielles contre celle de MITTERRAND qui restait, malgré les dirigeants du PCF, sur la ligne d'alliance avec ce parti. Cette nouvelle tentative de ROCARD était complémentaire à la politique de division des dirigeants du PCF qui visait à empêcher la victoire de MITTERRAND, candidat du PS, contre GISCARD. Il suffit de rappeler qu'avant mai 1981, ROCARD se prononçait contre la dissolution de l'Assemblée Nationale en cas de victoire de MITTERRAND, donc contre un gouvernement issu d'une majorité PS-PCF à l'Assemblée Nationale.

En s'engageant sur la ligne de la "majorité de progrès", MITTERRAND coupe l'herbe sous les pieds de ROCARD. Avant le congrès de Lille, ROCARD n'a pu que s'incliner devant le prestige de MITTERRAND qui incarne pour les militants du PS la victoire de mai 1981. La contribution présentée par son courant constate avec une certaine amertume que la politique menée par MITTERRAND pendant près de cinq ans était celle qu'il préconisait avant les élections présidentielles de 1981.

Cette amertume est d'autant plus grande que la contribution présentée par CHEVENEMENT s'engage très loin sur une ligne menant au corporatisme, ligne dont ROCARD et ses "amis autogestionnaires" de la CFDT se sont faits une spécialité. Le contenu de la contribution de CHEVENEMENT peut se résumer à cet extrait :

"La compétitivité globale de l'économie est la somme des compétences de chacun. C'est pourquoi il faut modifier toutes les compétences, toutes les expériences reconnues dans les entreprises, si l'on veut gagner la bataille de la compétitivité globale de l'économie française. La participation active des travailleurs à l'élaboration, à la mise en oeuvre et au contrôle de véritables projets d'entreprise permettrait de porter le dialogue social au niveau qu'exigent l'efficacité et la justice".

Pour CHEVENEMENT, il faut gagner "la guerre économique mondiale". On retrouve dans sa contribution, les thèmes les plus éculés du corporatisme et de l'association capital-travail chère à l'église catholique. A l'image des boys-scouts, CHEVENEMENT se déclare plus que jamais prêt pour sauver la "république moderne"... basée sur le maintien de la propriété privée des moyens de production. Laissons CHEVENEMENT conclure lui-même :

"Le problème pour la gauche est - comme elle avait su le faire dans la Résistance - de "redonner un sens à l'histoire de la France" et non de se laisser aller, dans le sillage de la bourgeoisie multinationale à considérer à priori tout ce qui est français comme "ringard"."

### UNE PROPOSITION PLUS QUE SYMBOLIQUE

Préalablement à la synthèse précédant le prochain congrès de Lille, le bureau exécutif du PS a proposé à l'unanimité que soit réécrite la "déclaration de principes" introduisant les statuts de ce parti. En particulier, le passage de cette "déclaration de principe" qui affirmait :

"Parce qu'ils sont des démocrates conséquents, les socialistes estiment qu'il ne peut exister de démocratie réelle dans la société capitaliste. C'est en ce sens que le Parti Socialiste est un parti révolutionnaire",

disparaît. La nouvelle rédaction s'inspire largement des propositions faites par ROCARD au congrès de Toulouse d'octobre 1985. Par ailleurs, la contribution présentée par Lionel JOSPIN, inspirée par F. MITTERRAND, indique :

"Le mouvement socialiste est davantage un mouvement vers le socialisme, addition de réformes et de transformations des rapports sociaux, changements des attitudes et des comportements entre les hommes, que la quête à une fin dans l'histoire".

Toutes les contributions se réfèrent à "l'économie mixte", formule creuse et indéfinie mais qui suppose la pérennité du capitalisme, que MITTERRAND a lancée alors qu'il était déjà président de la République.

Certes, pas plus que l'abandon de la référence à la dictature du prolétariat n'a changé la nature du PCF en tant que parti ouvrier bourgeois stalinien, le nouveau préambule des statuts du PS ne modifiera la nature du PS. Mais la nouvelle rédaction proposée, abandonnant toute référence à la disparition du capitalisme, prend un caractère très politique au regard de la nouvelle orientation adoptée par les dirigeants du PS à la suite de F. MITTERRAND. Toutes les contributions présentées dans le contexte de la préparation du congrès de Lille ne cessent de répéter qu'il faut que le PS tire le bilan de son passage "positif" au gouvernement.

Selon eux il n'y a pas d'autre politique possible que celle menée de 1981 à 1986. Le combat pour le socialisme doit se plier aux réalités de la crise économique mondiale... de la société capitaliste. Plus de 90 ans après qu'il l'ait lancé, ils font leur la fameuse formule de BERNSTEIN "le mouvement est tout, le but n'est rien", formule qui était alors le credo des révisionnistes de la IIe Internationale que LENINE et Rosa LUXEMBOURG ont combattue et que même la majorité de la IIe Internationale a alors rejetée. Selon la contribution de Lionel JOSPIN et des autres dirigeants du PS à sa suite, le socialisme n'est pas un objectif qu'il faut atteindre. Et surtout, en finir avec la crise du régime capitaliste que subissent durement des millions de travailleurs, n'exige pas de s'engager sur la voie qui mène au socialisme.

MITTERRAND et les dirigeants du PS en s'orientant sur la ligne de la "majorité de progrès", à la recherche d'une nouvelle "troisième force", veulent, l'un rester après 1988, président de la République, les autres, retourner au pouvoir, être membre d'un gouvernement. Au-delà, il y a la volonté de faire barrage au mouvement des masses au compte de la bourgeoisie en s'opposant à la réalisation du Front Unique des organisations ouvrières, syndicats et partis. MITTERRAND et les dirigeants du PS savent que le mouvement que les masses ont engagé contre le gouvernement CHIRAC soulève nécessairement la question d'un gouvernement du Front Unique Ouvrier qui, au moment actuel, ne pourrait être qu'un gouvernement du PS et du PCF. Ils veulent empêcher qu'une nouvelle vague emporte, balaie le gouvernement CHIRAC et porte au pouvoir, en utilisant les méthodes et les moyens du prolétariat, un tel gouvernement. Ils savent que la classe ouvrière et la jeunesse, instruites par l'expérience des années 1981-1986, revendiqueraient de ce gouvernement qu'il mette fin à la crise économique et satisfasse leurs revendications en s'attaquant au régime capitaliste et en s'engageant sur la voie qui mène au socialisme. C'est en respectant le fonctionnement des institutions de la Ve République, l'Etat bourgeois et ses organismes que MITTERRAND veut se succéder à lui-même et les dirigeants du PS revenir au pouvoir.

### QUE SONT DEVENUS CAMBADELIS ET LES DIRIGEANTS DE CONVERGENCES SOCIALISTES ?

En juin 1986, juste avant le 31e congrès du PCI, CAMBADELIS et ceux qui l'ont suivi, c'est-à-dire principalement les dirigeants de l'UNEF-ID, poussaient jusqu'au bout la logique de "la ligne de la démocratie" adoptée depuis le 28e congrès par les dirigeants du PCI. Ils décidaient de rejoindre le Parti Socialiste. Ils affirmaient vouloir continuer à mener le combat au compte des intérêts de la classe ouvrière. Force est de constater qu'à l'occasion du congrès du PS, ni CAMBADELIS ni aucun des dirigeants de Convergences Socialistes ne se sont exprimés contre l'orientation adoptée par la direction du PS. A la recherche de strapontins à la direction du PS, CAMBADELIS et ses amis se sont tus. Ils ont rapidement parcouru le chemin qui mène au renoncement à la construction du parti ouvrier révolutionnaire et de la IVe Internationale à la soumission aux dirigeants du PS.

UN NOUVEAU "COURANT" ?

Mais il faut signaler une contribution qui manifestement veut se situer à la gauche du PS. Elle s'intitule "Rassembler à gauche". Elle est signée par un membre du comité directeur, Sylvain RENARD qui, membre de l'ancienne CERES, a rompu avec CHEVENEMENT lorsque celui-ci a transformé le CERES en club "République et socialisme", par des premiers secrétaires de fédération dont Jean-Luc MANCHON de l'Essonne par des militants qui viennent de la LCR comme Julien GRAY, par Isabelle THOMAS, etc... Cette contribution affirme :

Toutes nos chances de reconquête du pouvoir et de transformations sociales reposent sur notre capacité à nous lier au mouvement social. Dans cette perspective, la bataille parlementaire, quelle que soit la majorité, ne peut suffire.

Elle-même n'est d'ailleurs jamais aussi efficace que lorsqu'elle s'adosse aux luttes sociales.

Le rôle du parti ne peut donc être seulement de produire un commentaire sur l'actualité.

Par milliers, nous sommes, en tant que militants socialistes présents dans l'action et nous y retrouvons une majorité d'électeurs du P.S.

Aussi le souci d'éviter l'accusation de récupération, ne doit pas conduire à

abandonner toute expression sur le terrain.

Acteurs et non spectateurs nous devons d'abord être des militants actifs en faveur de l'unité syndicale, qui est le plus souvent la garantie du succès de l'action.

Nous devons être partie prenante des nouvelles exigences se manifestant dans des structures telles que les assemblées générales qui expriment la volonté des travailleurs d'organiser eux-mêmes leur unité et de contrôler les formes et les débouchés du mouvement.

Sans exprimer la remise en cause du syndicalisme, ces structures traduisent la volonté d'associer démocratiquement tous ceux, syndiqués ou non, qui sont partie prenante du mouvement.

**Et encore**

La reconquête d'une majorité de gauche est notre objectif et l'union des forces populaires notre méthode pour y parvenir. Bien sûr il faut une nouvelle fois contraindre la direction du Parti communiste à être dans le camp de la Gauche. Mais il s'agit surtout de savoir agir pour être les représentants politiques reconnus des acteurs des mouvements sociaux. Il faut faire correspondre majorité sociologique et politique dans le pays.

Il est donc essentiel que nul ne puisse douter de notre détermination. Cela exclut toute alliance avec l'une quelconque des variétés de nos adversaires de droite.

Imaginons l'effet sur la jeunesse d'une alliance entre notre parti et le C.D.S. de Monory!

**Et encore**

Le capitalisme a disposé jusqu'à aujourd'hui d'un atout considérable : la perversion stalinienne du socialisme dans les pays de l'Est. Dans ces pays les exigences de démocratie et l'aspiration à un socialisme authentique grandissent ; ceci a des chances de peser lourd dans la prochaine décennie.

Face à ces réalités et après dix mois de pouvoir de droite, il apparaît combien est d'actualité notre déclaration de principes, quand elle

affirme :

« Le Parti socialiste affirme sa conviction que la libération de l'homme ne dépend pas seulement de la reconnaissance formelle d'un certain nombre de droits politiques ou sociaux, mais de la réalisation des conditions économiques susceptibles d'en permettre le plein exercice. Parce qu'ils sont des démocrates conséquents, les socialistes estiment qu'il ne peut exister de démocratie réelle dans la société capitaliste. C'est en ce sens que le Parti socialiste est un parti révolutionnaire. »

Que représente exactement ce "courant" ? Aujourd'hui certainement une faible minorité et il est peu vraisemblable qu'il soit homogène. L'avenir dira ce qu'il en est. Apparemment lui aussi s'est rallié à la "motion de synthèse". On ne peut omettre cependant que dans le journal local du PS "La Gauche", édité à Morsang sur Orge, Jean-Luc MANCHON et trois autres militants du PS signent un article intitulé : "Nouvelle déclaration de principes... c'est non". Les signataires affirment que sur la forme il y a violation des statuts et que sur le fond le projet de modification de la "déclaration de principes" remet en cause le caractère du PS. Quelle suite donneront-ils au congrès de Lille à leur prise de position contre la révision de la "déclaration de principes" ? Là aussi il faut attendre pour savoir.

QUEL EST L'AVENIR DU P.S. ?

La synthèse réalisée avant le congrès de Lille n'empêche pas que le PS reste un parti ouvrier bourgeois parlementaire bien que très dégénéré. Ses liens et son audience dans la classe ouvrière restent essentiellement dus d'une part au rejet par celle-ci de la politique du PCF constamment au premier rang du combat contre le Front Unique Ouvrier et d'autre part à l'absence de la perspective immédiate de la construction d'un parti révolutionnaire. Ils se concrétisent essentiellement depuis 1971 par les positions électorales acquises par le PS à tous les niveaux. Faute de parti ouvrier révolutionnaire ayant une influence dominante, la classe ouvrière s'efforce et s'efforcera encore d'utiliser le PS contre les partis bourgeois.

La relation entre les dirigeants du PS et la classe ouvrière, et même avec les organisations syndicales, est très distendue. Dans ce contexte, des conflits entre les dirigeants du PS qui se disputent la succession de MITTERRAND prennent une ampleur particulière. L'unité du PS reste fortement liée à la présence à sa direction de l'actuel président de la République par l'intermédiaire de Lionel JOSPIN. La nouvelle orientation imprimée par MITTERRAND va exacerber les contradictions entre le caractère ouvertement "néo-socialiste" de la ligne des dirigeants comme ROCARD, CHEVENEMENT, DELABARRE, FABIUS et leurs cliques, et le fait que le PS s'est construit en occupant la place politique que l'effondrement de la SFIO a laissée libre, en tant que parti se réclamant des intérêts de la classe ouvrière et du socialisme. On ne peut exclure que le combat immédiat de la classe ouvrière pour en finir avec le gouvernement CHIRAC trouve une expression, certes déformée mais réelle, au sein du PS, amplifiant ainsi les contradictions de ce parti.



Dans cette déclaration, FO se situe en position d'amendement sur la question des diplômes, ne rejette pas le principe de l'autonomie ni l'ensemble du projet DEVAQUET.

De même, au lendemain de la première grande manifestation du 27 novembre : le gouvernement manoeuvre en renvoyant le projet de loi en commission, les étudiants refusent de négocier, exigent le retrait total du projet. GLUCKSTEIN écrit :

"L'opération "concertation/apaisement" de CHIRAC-MONORY est morte dans l'oeuf. Rejetée par les étudiants et lycéens, elle n'a disposé, comme seul point d'appui, que des échos favorables en provenance des cercles proches... du Parti Socialiste et du Parti Communiste Français".

(Les points de suspension sont de GLUCKSTEIN...). Il cite donc le PS et le PCF sur deux pages entières, et oublie les déclarations que fit alors BERGERON et qui constituent un soutien éhonté au gouvernement CHIRAC :

"Pour l'immédiat, M. Jacques CHIRAC a bien fait de demander à MM. MONORY et DEVAQUET de renvoyer leur projet devant la Commission des Affaires culturelles et sociales de l'Assemblée Nationale. Nous leur avons fait savoir, vendredi dernier, que le réalisme et la sagesse commandaient d'agir ainsi ne serait-ce que pour dissiper les malentendus engendrés par les imprécisions du texte en cause". (Editorial de FO-HEBDO du 3 décembre 1986).

Cet éditorial aurait dû d'autant plus attirer l'attention du GLUCKSTEIN (dont on connaît la passion pour "la démocratie") qu'il débutait par l'éloge de "la démocratie". Rappelons-en les termes :

"Monsieur Charles REBOIS écrivait, il y a quelques jours dans Le Figaro que, face aux manifestations des lycéens et des étudiants, "la majorité ne pouvait se permettre d'avoir des états d'âme. Elle s'est faite élire, ajoutait-il, sur une plate-forme pour gouverner ensemble. Or, dans ce texte qui engage toutes ses composantes, il est précisé que les établissements d'enseignement supérieur seront pleinement autonomes et délivreront leurs propres diplômes". Théoriquement, M. REBOIS n'a pas tort. Dans la mesure où les citoyennes et les citoyens donnent la majorité aux auteurs d'un programme électoral, ceux-ci ont le devoir de l'appliquer. C'est la démocratie". (FO-HEBDO du 3 décembre 1986)

Clair soutien à la politique de CHIRAC, à la démocratie bourgeoise et à la Ve République tout à la fois !

Mais GLUCKSTEIN a oublié... comme il a oublié le "doute" dont fait part dans ce même éditorial un BERGERON soudain saisi par l'angoisse :

"Seulement, les réalités sont moins simples... Fallait-il en particulier, en ce moment, imaginer une nouvelle réforme de l'enseignement ? Qu'on permette à l'auteur de ces lignes d'en douter". (FO-Hebdo du 3 décembre 86)

Ce n'est pas le contenu du projet qui pose vraiment problème à BERGERON, c'est le moment choisi, les risques pris par CHIRAC. Mais GLUCKSTEIN ne veut pas le savoir.

Lorsque MONORY, le 5 décembre, opère une dernière manoeuvre et que tous les dirigeants tentent, en vain, de convaincre les étudiants que le gouvernement vient de reculer, qu'il est possible de négocier, GLUCKSTEIN s'offusque : il rappelle les déclarations de MARCHAIS, FABIUS, MAIRE (pages 171-172)... comme il rappelle celles de MITTERRAND, MAUROY et du PCF (pages 185-186) qui aident CHIRAC à reculer en bon ordre au lendemain du retrait du projet DEVAQUET ; et celles de BERGERON ? GLUCKSTEIN l'amnésique a oublié qu'au plus fort de la grève des étudiants, BERGERON demandait à Jacques CHIRAC de "prendre en compte l'idée d'Edgar FAURE de tout remettre à plat" pour éviter "une remise en cause de l'équilibre social", formule de couturière qui signifie : démonter un ouvrage pour ensuite, après rectifications, mieux le remonter.

Très naturellement, cette amnésie s'étend jusqu'au 10 décembre.

#### DU 6 AU 10 DECEMBRE

Le 6 décembre, la coordination nationale des étudiants lance un appel à toute la population, s'adresse à l'ensemble des organisations syndicales pour que soit décidée la grève générale le 10 décembre. Cet appel met d'autant plus les dirigeants syndicaux dans l'embarras que la volonté des enseignants d'abord, de toute la classe ouvrière ensuite, d'engager le combat à l'appel de leurs organisations devient de plus en plus forte. Les dirigeants syndicaux redoutent "le scénario du 13 mai 1968" ; ils tentent d'empêcher la jonction des enseignants, des travailleurs et des étudiants dans la grève générale qui menacerait l'existence du gouvernement CHIRAC.

Et qu'en rapporte GLUCKSTEIN ? Rien ! Ou si peu...

"Face à la vague montante dans la classe ouvrière, les organisations lancent leurs consignes : toutes appellent à une heure d'arrêt de travail le lundi, d'autres convoquent également à la manifestation du 10". (page 179)

Pourtant GLUCKSTEIN sait parfaitement quel est l'enjeu puisqu'il consacre trois pages (179 à 181) pour montrer que : "les dirigeants du PS et du PCF ne ménagent pas leurs efforts pour éviter la centralisation d'un mouvement de masse contre le gouvernement CHIRAC". Mais GLUCKSTEIN a des ordres : il doit cacher la déclaration de BERGERON, quitte à dissimuler en même temps celles des autres dirigeants, ceux de la CGT qui ont appelé à la grève le 10 décembre pour préciser ensuite qu'il s'agit de "grèves" avec un "s", d'actions disloquées ; ceux de la FEN qui n'appellent toujours pas à la grève totale, jusqu'à satisfaction mais lancent un mot d'ordre pour le 10, le retirent le 8, le rétablissent le 9 décembre... sans parler d'Edmond MAIRE qui veut que la manifestation s'achève avant 16 heures, faramineuse exigence...

Car GLUCKSTEIN a reçu l'ordre de camoufler les déclarations non seulement de BERGERON, mais celles du bureau confédéral unanime de FO réuni le 7 décembre, qui :

"considère que la transformation de l'action des étudiants en mouvement interprofessionnel, associant de fait, les partis, les syndicats, et les associations de tout genre, débouche dans les circonstances présentes, sur un amalgame politico-syndical qui dénature le caractère originel de la grève des lycéens et étudiants, et par conséquent, réduit son efficacité".

Cette déclaration de jésuites qui s'intéressent soudain à "l'efficacité" de la grève des étudiants fut aussitôt relayée par les dirigeants du MPPT dans une déclaration du même jour :

"Le comité national du MPPT décide : de répondre positivement à l'appel lancé à toute la population, aux parents et aux enseignants, adopté par la coordination nationale des étudiants le samedi 6 décembre, et en conséquence appelle les travailleurs et les organisations à convoquer dès lundi matin des assemblées générales où démocratiquement seront prises les décisions d'action commune qui s'imposent".

Tartufes, ces individus disent : répondre "positivement" à l'appel des étudiants et refusent de combattre pour que tous les syndicats appellent à la grève générale !

Tartufes, ces individus qui, au nom de la démocratie, renvoient aux A.G. du lundi matin la responsabilité de décisions que les dirigeants nationaux se refusent de prendre !

Tartufe ce monsieur GLUCKSTEIN qui, pour protéger ses maîtres, bâcle en deux pages ce qui se passe du 8 au 11 décembre, tente de faire croire que le lundi 8 au matin "dans l'unité avec leurs organisations syndicales, les travailleurs s'organisent... pour convoquer à la manifestation du mercredi 10..." (page 184), manifestation que combat BERGERON et que lui-même expédie en 10 mots pour relever qu'elle était "marquée par une forte présence des membres du PCF" (page 187), justifiant ainsi a posteriori la déclaration de BERGERON qu'il n'a pas osé citer. (Rappelons que dès le début de la grève et jusqu'au 8 décembre inclus, les militants qui diffusent CPS ont combattu pour que les dirigeants de la FEN appellent à la grève générale de tous les enseignants ; qu'ils ont appelé "les organisations ouvrières à répondre positivement à l'appel" lancé par la coordination étudiante pour la grève générale le mercredi 10...)

On pourrait s'étonner de l'acharnement de GLUCKSTEIN à couvrir un appareil et une politique dont il ne devrait pas se sentir responsable, si l'on oubliait qu'il couvre en même temps la politique du PCI dont il est l'un des dirigeants, ainsi qu'en témoigne le black-out organisé sur le congrès du SNPRES-FO des 24 et 25 novembre 1986.

**"COUVREZ CE CONGRES QUE JE NE SAURAI VOIR"**  
(Gluckstein, Acte III, scène 2)

Ce congrès du syndicat FO de l'enseignement supérieur se tenant en pleine grève générale des étudiants était contraint de mettre au centre de ses travaux le projet DEVAQUET et le combat engagé contre ce projet de loi. Majoritaires dans ce congrès qu'ils dirigeaient, les militants de LAMBERT et de GLUCKSTEIN n'ont eu aucune difficulté à faire adopter leur position. La résolution votée (à l'unanimité moins une voix) et publiée dans FO-Hebdo n° 1897 (ainsi que dans CPS n° 13) ne peut laisser aucun doute :

"Nous avons estimé que le projet DEVAQUET devait être négocié et amendé".

Chaque phrase de cette résolution qui constitue une véritable trahison est marquée du sceau de l'infâmie :

"Nous avons salué le rétablissement de la thèse d'Etat et le renforcement du rôle des enseignants dans les conseils. Nous voulions donc négocier... Par la suite, le gouvernement est allé trop loin..."

Les mêmes militants du PCI, sous les ordres de LAMBERT et GLUCKSTEIN, ont rejeté la proposition de Gilles SELLERON que :

"le congrès condamne la totalité du projet DEVAQUET et demande son retrait immédiat" et "s'adresse solennellement à tous les syndicats de l'Université et du CNRS pour s'engager dans l'unité contre le projet DEVAQUET vers la grève générale..."

C'est cette forfaiture que GLUCKSTEIN prétend effacer.

Pour ce faire, il brouille les cartes, féraille à qui mieux mieux des dizaines de pages durant contre tous ceux pour qui il n'est "pas question de prononcer le mot "retrait". Ce serait rompre le fragile équilibre que tous les partis attachés aux institutions entendent construire" (page 64), tous ceux dont l'objectif est de "ne rien faire, ne rien dire qui puisse aboutir au retrait du projet" (page 66). ET ses efforts grossiers pour dissimuler les positions défendues par les dirigeants du PCI dans le SNPEES-FO, mais aussi le SNUDI-FO et le SNCL-FO permettent de ranger GLUCKSTEIN lui-même au rang des défenseurs de l'ordre bourgeois.

Mais là ne s'arrête pas son travail, car le soutien des dirigeants du PCI à BERGERON ne se réduit pas à la seule question de la loi DEVAQUET.

### COMBATTRE LE GOUVERNEMENT ?

La position de BERGERON, comme celle des autres dirigeants, est dictée par la nécessité de protéger le gouvernement CHIRAC.

Les dirigeants du PCI et GLUCKSTEIN ont, de leur côté, tout fait depuis le 16 mars pour ne pas poser la question du gouvernement : préférant parler des institutions, ils ne se résolvent en général à nommer le gouvernement que par les formules "gouvernement de cohabitation" ou "gouvernement MITTERRAND-CHIRAC". Mais avec la grève générale des étudiants, ces formules deviennent de plus en plus dérisoires : pour tous les travailleurs, c'est bien contre le gouvernement CHIRAC que le combat est engagé, pour en finir avec ce gouvernement. Aussi GLUCKSTEIN se tortille-t-il, visiblement mal à l'aise ; il réussit l'exploit de ne pratiquement jamais évoquer la question du gouvernement avant la page 167 d'un livre qui en comporte 225 (juste une brève allusion, page 61 au "gouvernement CHIRAC").

Pourtant dès le début du mouvement, la décision d'organiser une manifestation à l'Assemblée Nationale donne clairement l'objectif politique : combattre contre le gouvernement CHIRAC et sa majorité. Cet objectif est un puissant facteur de mobilisation et de centralisation. GLUCKSTEIN fait semblant de ne pas en voir la signification politique, et note simplement (page 84) :

"En outre, la coordination se prononce pour une manifestation unitaire le 27 janvier devant l'Assemblée Nationale".

Il vide sciemment le contenu politique de cette décision, mais les masses s'en saisissent pleinement : par centaines de milliers elles vont, le 27 novembre, jusqu'aux grilles de l'Assemblée Nationale. GLUCKSTEIN est ému :

"Depuis quand n'avait-on pas vu des milliers de manifestants juste devant les grilles de l'Assemblée Nationale ? Mouvement spontané, submergeant les interdits, mouvement fort de la conscience de sa légitimité, face à la prétendue légitimité de l'Assemblée-croupion" (page 100).

On comprend son émotion, lui qui a raillé et exclu, deux ans durant, les militants de son organisation qui combattaient pour une manifestation à l'Assemblée Nationale (certes, dans un autre cadre politique, mais le regard nostalgique de GLUCKSTEIN porte au-delà du 16 mars...)

Heureusement il se ressaisit vite et arrive à tenir encore 60 pages avant de poser la question du combat contre le gouvernement CHIRAC, fidèle en cela à ce que fut alors la politique du PCI : les dirigeants du PCI, sous couvert du MPPT, appelaient alors à une manifestation de division, de diversion, le 29 novembre à Paris, sous le mot d'ordre : "Dans l'unité, pour l'unité, pour faire reculer patronat et gouvernement" ... non pas ouvrir la perspective d'en finir avec le gouvernement, simplement "le faire reculer", donc le garder. (A l'opposé, dès le 24 novembre, les militants trotskystes diffusaient en supplément à CPS titré : "8 mois de gouvernement CHIRAC, ça suffit !" - Deux politiques...!

Enfin le mouvement des masses finit par exprimer consciemment ce que GLUCKSTEIN et la direction du PCI se refusent à exprimer, et GLUCKSTEIN doit bien se rendre compte : le vendredi 5, et plus encore le samedi 6, se multiplient les mots d'ordre de "PASQUA démission ! CHIRAC démission !". GLUCKSTEIN les rapporte donc (page 175) pour les qualifier avec l'à-propos qui le caractérise de "mots d'ordre ouvertement anti-gouvernementaux". GLUCKSTEIN est bien embêté : les masses n'ont pas crié : "MITTERRAND démission !", elles ont même crié si fort "CHIRAC démission !" qu'il est contraint de faire de ce mot d'ordre le titre d'un paragraphe. Mais il rectifie aussitôt l'erreur des masses :

"L'heure est grave pour le gouvernement de cohabitation... CHIRAC seul ne peut plus faire face. La préservation des institutions exige du président de la République qu'il lui vienne en aide" (pages 175-176).

Pourtant GLUCKSTEIN mesure fort bien ce qui est en jeu. Il écrit page 178 (nous sommes le 7 décembre) :

"La jonction entre la classe ouvrière et la jeunesse ne peut que dépasser le terrain de la lutte pour le retrait du projet DEVAQUET et contre les violences policières. C'est le gouvernement, avec toute sa politique, dans tous les domaines, qui sera le premier visé par la généralisation de la grève à tous les secteurs de la société. De cela chacun est conscient".

C'est évident. C'est pour cela que le bureau confédéral, unanime, de FO a refusé de répondre à l'appel de la coordination étudiante ; et c'est pour cela que GLUCKSTEIN et les dirigeants du PCI refusent d'engager le combat pour que le bureau confédéral de FO revienne sur sa position. D'ailleurs, pourquoi se précipiter ? Pourquoi appeler au combat pour en finir avec un gouvernement qui est déjà mort ?

C'est cet incroyable tour de passe-passe que tente de réaliser GLUCKSTEIN aussitôt le projet DEVAQUET retiré.

Il consacre le début du chapitre 9 de son livre à expliquer que ce n'est plus un problème :

"Au-delà des péripéties de la crise politique proprement dite, la question posée à présent est celle de la survie du régime lui-même" (page 175).

"La Ve République est fondée sur l'existence d'un gouvernement fort, à même d'imposer les exigences du capital. Qu'est-ce que la Ve République coiffée d'un gouvernement faible, sinon un couteau sans lame ? C'est là, précisément, l'angoisse qui étreint les observateurs : et si ce gouvernement était brutalement frappé d'impuissance organique ?" (page 191).

"Certes le gouvernement CHIRAC est condamné. Combien de temps survivra-t-il à sa défaite politique du 8 décembre ? Il est impossible, et d'ailleurs sans objet, de livrer ici un quelconque pronostic. Plus importante est l'observation suivante : frappé à mort, le gouvernement CHIRAC ne peut lutter pour survivre qu'en tentant, coûte que coûte, de faire la démonstration au capital qu'il est à même de servir ses intérêts, tout en évitant de précipiter l'explosion sociale" (page 192).

GLUCKSTEIN raconte n'importe quoi : que ce gouvernement continue à combattre c'est évident (à condition de préciser qu'il n'a plus du tout les mêmes possibilités qu'avant la grève générale des étudiants) ; qu'on ne puisse pronostiquer combien de temps il survivra, c'est faire preuve de sagesse (encore qu'il prendra fin de toutes façons aux élections présidentielles...). Mais à quoi sert donc d'affirmer qu'il est "frappé à mort" ? A une seule chose : justifier de ne pas combattre pour chasser ce gouvernement : "Même avec la montée de MITTERRAND en première ligne, le gouvernement CHIRAC est mortellement touché. Et la question des institutions reste toujours à l'ordre du jour" (page 196). Ainsi GLUCKSTEIN prétend-il évacuer la question du combat pour chasser le gouvernement CHIRAC et justifier la politique impulsée par les dirigeants du PCI. Mais inévitablement les militants du PCI se posent la question : à quoi sert le PCI ? Où était donc le PCI ? C'est à ces difficiles questions que GLUCKSTEIN est chargé de répondre.

#### OU DONC ETAIT LE P.C.I. ?

Cette question, qui sert de titre à l'un des chapitres du livre, nombre de militants ont dû se la poser : non seulement il n'a pas joué le rôle que ses militants étaient en droit d'attendre, il a purement et simplement disparu derrière le MPPT.

Mais la direction du PCI a répondu à tout et GLUCKSTEIN rappelle le communiqué "adressé à tous les militants", daté du 4 au 5 décembre :

"Depuis son début, les militants du PCI se sont montrés soucieux de respecter le caractère



## U.R.S.S. : UNE NOUVELLE PERIODE

### PURGE DE L'APPAREIL

Le tableau suivant fait ressortir les bouleversements intervenus à la direction du PC de l'URSS entre la mort de BREJNEV et le 27e congrès (février-mars 1986). La nouvelle direction a été sélectionnée par GORBATCHEV qui a accédé à la direction suprême en mars 1985.

| FONCTIONS EN FÉVRIER 1987                    | TOTAL | OCCUPAIENT<br>la même position<br>en octobre 1982 |      |
|----------------------------------------------|-------|---------------------------------------------------|------|
|                                              |       |                                                   | %    |
| Pollturo : membres .....                     | 11    | 3                                                 | 30   |
| suppléants .....                             | 8     | 2                                                 | 25   |
| Secrétariat .....                            | 12    | 2                                                 | 16   |
| Chefs des départements du comité central ..  | 19    | 2                                                 | 10,5 |
| Premiers secrétaires de républiques .....    | 14    | 5                                                 | 35,7 |
| Premiers secrétaires de région (1) .....     | 157   | 53 + 8                                            | 38,8 |
| Vice-présidents du conseil des ministres ... | 12    | 1                                                 | 8,3  |
| Ministres (1) .....                          | 87    | 21 + 4                                            | 28,7 |
| Membres titulaires du comité central .....   | 307   | 175                                               | 57   |

Entre le 27e congrès et le "plénum du comité central" qui s'est tenu à la fin janvier 1987, l'épuration s'est poursuivie à tous les niveaux de l'appareil.

Mais ce "plénum" pourrait bien être un "plénum historique". Il a été différé à plusieurs reprises. Finalement, GORBATCHEV l'a ouvert en prononçant un rapport explosif sur ce qui est désormais appelé "la restructuration" et la "politique des cadres". Il a notamment annoncé un "Tournant révolutionnaire" écrit "L'Humanité" du 28 janvier, l'élection au scrutin secret des responsables du parti jusqu'au niveau des secrétaires d'arrondissements, de régions et de Républiques, entre plusieurs candidats.

GORBATCHEV insiste cependant fortement : pas question de remettre en cause le monopole politique du P.C. de l'URSS, de mettre en cause le régime politique et le parti unique, d'affaiblir la discipline, bien au contraire. Les dirigeants au plus haut niveau seront élus comme auparavant. Le projet vise à l'évidence à donner les moyens à "la direction", d'une manipulation plus discrète mais efficace. En fait de "tournant révolutionnaire", il s'agit de préparer et de réaliser une gigantesque purge sans pour autant utiliser les méthodes que STALINE utilisa. Afin que nul n'en ignore tous les prédécesseurs de GORBATCHEV, jusqu'à BREJNEV, ont fait l'objet de dures attaques au cours de ce plénum, STALINE, KHROUCHTCHEV, BREJNEV. Le tout au nom de la "démocratie", "démocratie dans l'entreprise (élections des dirigeants d'entreprises), démocratie dans la société, démocratie dans le parti".

### DES "LIBERATIONS" SELECTIVES

Le 19 décembre 1986, l'académicien SAKHAROV, exilé à Gorki depuis janvier 1980, et sa femme Elena BONNER, étaient autorisés à regagner Moscou. Quelques jours après la tenue du plénum du comité central, 140 personnes condamnées pour "activités anti-soviétiques" étaient graciées, 140 autres devaient l'être prochainement. Il ne s'agit pas d'une amnistie générale mais de mesures individuelles. Pourtant, il est possible que le code pénal soit prochainement révisé en la matière.

La bureaucratie du Kremlin ne cesse pas d'être pour autant ce qu'elle est : une caste parasitaire dont les privilèges dont elle bénéficie dépendent du monopole du pouvoir politique qu'elle exerce. Quelques jours avant que SAKHAROV et Elena BONNER soient autorisés à regagner Moscou, Anatoli MARTCHENKO mourait en prison à l'âge de 48 ans, alors que le KGB venait de faire savoir à sa femme qu'il était disposé à le laisser émigrer. Ouvrier maçon, devenu écrivain, il a passé vingt années de sa vie au total en prison. Des dizaines de milliers "d'opposants" croupissent toujours en prison, d'autres sont déportés. Parmi eux Anatoli KLEBANOV qui pendant les années 1970 a été un de ceux qui ont tenté de construire en URSS un syndicat indépendant de la bureaucratie et luttant contre elle, KORIAGUINE, OGORODUIKOV, etc...

Le jour même où SAKHAROV et sa femme étaient autorisés à regagner Moscou, on apprenait que les étudiants du Kazakhstan, à Alma-Ata, s'étaient soulevés contre la russification que GORBATCHEV veut encore accentuer en nommant un grand russe comme premier secrétaire du parti de cette République à la place du "brejnevien" KOUNAEV. De plus, tous les nouveaux dirigeants actuels ont commencé leur carrière d'apparatchick pendant les 18 années du règne de BREJNEV, à commencer par GORBARTCHEV.

LA BUREAUCRATIE DECHIREE

Il n'empêche que la "restructuration" ébranle, fissure, de haut en bas la bureaucratie du Kremlin et risque de la disloquer. Toute la presse a souligné la résistance d'importantes couches de la bureaucratie à cette politique. Etudiant ligne à ligne, mot à mot la résolution finale du plénum du comité central, la presse souligne qu'elle ne reprend pas intégralement les propositions que GORBATCHEV a formulées dans son rapport et principalement l'élection au bulletin secret des responsables du P.C. de l'URSS au niveaux locaux, régionaux et des républiques. La résolution reconnaît cependant que :

"A la fin des années 70 et au début des années 80, notre pays s'est trouvé en perte de vitesse... l'affaiblissement de la discipline, le développement de l'ivrognerie et de la corruption".  
(Il faut que désormais soient) "réglées à temps" les questions de personnes "à tous les niveaux, à commencer par le comité central et le gouvernement" (pour assurer) "un afflux permanent de forces fraîches" (de façon que) "le processus de renouvellement ne soit plus jamais interrompu".  
("Le Monde" du 30 janvier 1987).

Dans un article que "Le Monde" du 12 février a publié, Michel TATU va plus loin. Il écrit :

"Sur la question du vote secret précisément on pouvait lire dans la revue "Kommunist" en novembre 1985 (numéro 16) : "A l'heure actuelle, dans les organisations de base du parti, tous les problèmes, élections mises à part, se règlent par le vote à main levée. Comme on peut le voir, on s'apprête à introduire peu à peu le vote à main levée dans le parti, même pour les élections. Cela contribuera à affirmer la sincérité et la fidélité aux principes dans les relations entre communistes"...

..."Sans doute était-il question alors des cellules de base, tandis que M. GORBATCHEV parle aujourd'hui du processus électoral dans les comités de ville et de région. Mais le moins qu'on puisse dire est que les suggestions actuelles du secrétaire général sont dans leur esprit tout à fait contradictoires avec celles de l'auteur de cet article. Or, ce dernier n'était autre que M. Egor LIGATCHEV, aujourd'hui comme alors membre du politburo et très puissant numéro deux du parti".

Michel TATU ajoute :

"Ces divergences GORBATCHEV-LIGATCHEV ne sont bien évidemment qu'une partie d'un conflit plus profond engagé au sein des divers appareils, mais elles en sont aussi le révélateur, en faisant du numéro deux une sorte de pôle d'attraction pour les mécontents et une alternative crédibles pour le cas d'une réaction de rejet "à la KHROUCHTCHEV", dont serait victime l'actuel secrétaire général".

Le "correspondant permanent" de "L'Humanité" à Moscou n'écrit rien sans être dûment mandaté par le Kremlin lui-même. D'autant plus significatif sont ces extraits d'un de ses articles que publie "L'Humanité" du 20 février :

"Le rédacteur en chef des "Nouvelles de Moscou", Yegor YAKOLEV confirme... que la préparation de la dernière session du comité central a été "difficile", qu'elle a été repoussée trois fois...

Il rappelle les propos du secrétaire général souvent entendus : il n'y a pas d'alternative à la restructuration et confie cette remarque de GORBATCHEV : "Si le plénum s'était réuni et était arrivé à la conclusion que la restructuration ne se justifie pas, qu'elle doit être rejetée, j'aurais dit : je ne peux pas travailler autrement. Ne discutons plus de la restructuration. Mais la discussion est nécessaire non seulement sur la restructuration, mais aussi sur les voies de la restructuration".

Il n'est donc pas exagéré de dire que la crise de la bureaucratie du Kremlin, ses contradictions et déchirements se sont considérablement aggravés au cours de ces derniers mois.

UN LOURD BILAN... DE SOMBRES PERSPECTIVES

S'agit-il d'un conflit de générations opposant des apparatchicks âgés, fossilisés et autoritaires à de jeunes apparatchicks dynamiques et libéraux ? L'âge canonique des dirigeants de l'appareil, sous BREJNEV exprimait tout simplement l'impuissance de la bureaucratie à résoudre les problèmes auxquels elle est confrontée et qui ne voit d'autre possibilité de durer que l'immobilisme et la force mécanique de l'appareil. Mais cette attitude n'a

fait qu'accumuler les contradictions, les comprimer. GORBATCHEV et son équipe dressent un bilan accablant de la fin de "l'ère BREJNEV".

En 1982, année de la mort de BREJNEV, la croissance industrielle était de 2,8 % au lieu des 4,7 % prévus, la plus faible depuis la fin de la IIe guerre mondiale ; la même chose pour le revenu national : 2 % de croissance. Stagnation de la production de pétrole, de charbon, de gaz naturel. 170 millions de tonnes de céréales au lieu des 230 à 240 millions prévues, d'où la nécessité d'en importer 46 millions de tonnes. Stagnation du niveau de vie. "L'économie parallèle aurait représenté près de 40 % du produit national brut". Depuis la mort de BREJNEV et surtout la nomination de GORBATCHEV au poste de secrétaire général, les résultats économiques se seraient quelque peu améliorés. Si l'on en croit le "Bilan économique et social 1986" du Monde :

"D'après M. TALYZINE (nouveau président du comité d'Etat à la planification) la croissance aura été en 1986 la plus élevée depuis 1980. Le revenu national devrait avoir augmenté de 4,3 % et la production industrielle de 5,1 %. Ces taux -invérifiables- avaient été respectivement de 3,5 et 3,9 % en 1985... La baisse de la production pétrolière a été enrayée... L'extraction du gaz continue de progresser régulièrement".

La production d'électricité aurait également augmenté, en dépit de Tchernobyl, la production d'acier aussi. Mais la croissance serait due principalement à celle des biens de consommation, au détriment des investissements à long terme. Or, la mauvaise qualité des produits est proverbiale :

(L'URSS) "est incapable de fournir à ses citoyens des appareils courants, des chaussures et des vêtements que ceux-ci aient envie d'acheter. La chaîne de production fonctionne souvent au seul bénéfice du rebut, après un temps de passage plus ou moins obligé sur des étagères poussiéreuses. Les Russes appellent "garde boutiques" ces marchandises invendables". (Par contre) "la récolte de céréales (serait en 1986) de 210 millions de tonnes (195 millions selon la CIA) contre 191,6 millions en 1985".

Nouveau point noir :

"Le commerce extérieur a subi de plein fouet la chute des prix du pétrole et du gaz, principaux postes d'exportation soviétiques. Les échanges avec le C.A.M.E. (le COMECON) ont été maintenus, voire accrus, alors que ceux avec l'occident se sont spectaculairement contractés. Les exportations soviétiques en direction des "pays capitalistes industrialisés" ont baissé de 21 % au cours du premier semestre et les importations de 17,5 %. Les pays socialistes ont aussi fourni les deux-tiers des échanges de l'Union Soviétique alors que les "pays capitalistes industrialisés" n'y ont plus contribué qu'à hauteur de 13 %.

### CELA NE PEUT PLUS DURER

L'une des expressions de l'antagonisme entre la bureaucratie du Kremlin et les travailleurs, outre la mauvaise qualité de la production, est la faiblesse sinon la nullité de l'augmentation de la productivité du travail, le peu de rendement des investissements, ce qui se conjugue à la gabegie bureaucratique, au pillage, aux détournements de la production, à l'économie parallèle. Comme cela a été d'innombrables fois souligné la course aux armements que les pays impérialistes, et particulièrement l'impérialisme US, imposent, épuise l'économie de l'URSS.

La pression des exigences, du point de vue du niveau et des conditions de vie, de la population de l'URSS, ne cesse de s'accroître. "Rattraper et dépasser le niveau et les conditions de vie que les travailleurs des pays capitalistes développés à la fin des années 70 avaient atteints", pourrait être un slogan illustrant les exigences du prolétariat de l'URSS, sans parler de celles des millions de bureaucrates, petits et grands.

D'autres facteurs jouent encore. Quel a été l'impact de Tchernobyl sur la population de l'URSS ? Sa signification générale est en effet que, y compris dans ce domaine, la bureaucratie du Kremlin a engendré une production camelote qui fait courir les plus grands dangers à la population. Et cela ne concerne pas seulement la production d'électricité d'origine atomique. C'est un exemple démonstratif du retard de l'URSS dans les techniques de pointe et de la mauvaise qualité existante, dans des domaines qui ne la souffrent pas.

Quelles sont les répercussions de la guerre sans fin que mène la bureaucratie du Kremlin contre le peuple afghan sur la population de l'URSS et surtout sur les peuples musulmans du sud-est de l'URSS ? Les émeutes de Alma-Ata donnent à ce sujet une indication.

Un moment vient où l'immobilisme, la tentative de geler les contradictions et les antagonismes devient impossible et conduit à des déchirements, des explosions sociales et politiques. En outre, le système

bureaucratique, rigide de l'URSS est nécessairement pyramidal. Il a besoin d'un chef, clé de voûte et arbitre de l'ensemble. La mort naturelle ou provoquée du chef provoque obligatoirement une certaine déstabilisation, des failles, des déséquilibres dans la pyramide. Inéluctablement alors s'expriment avec d'autant plus de force qu'ils ont été comprimés et contenus les contradictions et antagonismes qui, à leur tour, sont des dislocateurs de l'appareil.

### DE LA MORT DE STALINE A CELLE DE BREJNEV

La mort de STALINE, le 5 mars 1953, a été suivie de bouleversements à l'intérieur de la bureaucratie du Kremlin et de l'appareil international de celle-ci, dont devait émerger KHROUCHTCHEV qui, en septembre 1953, est devenu secrétaire général du PC de l'URSS. L'objet de cet article n'est pas de rappeler tous les bouleversements qui suivirent la mort naturelle ou provoquée de STALINE. Quelques faits seulement : libération des "assassins en blouses blanches", médecins accusés par STALINE d'avoir monté un vaste complot en vue d'assassiner les principaux dirigeants de l'URSS, ce qui annonçait de nouveaux procès truqués et une vaste et sanglante épuration touchant la bureaucratie du Kremlin elle-même ; large amnistie et libération de prisonniers politiques ; liquidation de BERIA et démantèlement de la police politique ; remise en cause des procès truqués montés entre 1947 et 1952 dans les pays de l'Europe de l'est ce qui a ébranlé l'appareil international du Kremlin ; concessions économiques aux travailleurs et aux kolkhoziens ; modification du plan en faveur de l'industrie légère ; politique de détente internationale (fin de la guerre de Corée, "réconciliation" avec TITO et la bureaucratie yougoslave, dissolution du Kominform) ; 20e congrès du PC de l'URSS et discours de KHROUCHTCHEV dénonçant STALINE, etc... En corrélation, c'est aussi alors que les premiers mouvements révolutionnaires contre la bureaucratie du Kremlin ont déferlé : 1er juin 1953 émeutes à Ostrava et Pilsen en Tchécoslovaquie, soulèvement révolutionnaire du 17 juin 1953 en Allemagne de l'est, mouvement révolutionnaire en Pologne d'octobre 1956 et révolution hongroise des conseils d'octobre-novembre-décembre 1956. On ne peut omettre dans cette énumération la grève générale de 100 000 déportés politiques, mineurs dans la bassin de Vorkouta qui se situe au nord-est de la Russie d'Europe, au-delà du cercle polaire, grève qui a débuté fin juillet 1953, durement réprimée, mais qui a contraint, ultérieurement le Kremlin à dénoncer lui-même le système concentrationnaire et à libérer des centaines de milliers de déportés.

La mort de BREJNEV a contribué à ébranler l'appareil et à faire surgir au grand jour contradictions et antagonismes. Les morts successives d'ANDROPOV et de TCHERNENKO ont accentué cet ébranlement.

### LA POLITIQUE ET LES "REFORMES" GORBATCHEV

La première tâche politique d'envergure de GORBATCHEV a été de tenter de desserrer l'étreinte que l'impérialisme exerce sur l'URSS, au prix d'importantes concessions, et aussi d'aller à Varsovie apporter démonstrativement son soutien à JARULESKI. Une première fois GORBATCHEV a rencontré REAGAN, à Genève les 19, 20, 21 novembre 1985. La dernière rencontre entre dirigeants de l'URSS et des USA avait eu lieu en 1979, les 15 et 18 juin à Vienne, entre BREJNEV et CARTER qui signaient les accords "Salt II". Mais le congrès des USA n'a jamais ratifié ces accords. A partir de novembre 1983, Ronald REAGAN annonçait le projet d'"Initiative de Défense Stratégique" (I.D.S.). Le 15 janvier 1986, GORBATCHEV publiait son plan de "désarmement nucléaire". Ce plan admet la position américaine en ce qui concerne les fusées et missiles à moyenne portée déployés en Europe ; égalité entre les USA et l'URSS (option zéro). Il admet le maintien d'un certain nombre de missiles de croisière US en Europe. Il admet également que les fusées anglaises et françaises ne soient pas comptabilisées dans le plan de démantèlement des fusées à moyenne portée stationnées en Europe. Il vise surtout à ce que les USA renoncent à leur projet d'"I.D.S.". Le plan de GORBATCHEV inclut une concession très importante à laquelle jusqu'alors la bureaucratie du Kremlin s'était toujours refusée, le contrôle sur place des armements et de leur production.

C'est le refus des USA de renoncer à l'"I.D.S." qui a fait échouer les conversations entre BREJNEV et REAGAN à REYJAVIK de septembre 1986 (1). L'efficacité militaire de l'"I.D.S." n'est pas prouvée. Mais l'URSS serait entraînée dans une nouvelle course aux armements à un niveau supérieur, techniquement et économiquement insoutenable. De même GORBATCHEV s'efforce de détendre le plus possible les rapports internationaux : discussion avec Pékin, tentative de trouver une issue en Afghanistan après sept ans de guerre.

Comme l'a rappelé encore récemment GORBATCHEV, la politique extérieure n'est que le prolongement de la politique intérieure. Or note "Le bilan économique et social 1986" du Monde, sur le plan économique :

"1986, année de la "refonte" a certes été une année un peu meilleure que les autres, mais c'est surtout dans une rhétorique envahissante, qu'on trouvera les changements "radicaux" promis. La "révolution" annoncée se résume pour l'instant à l'accroissement des "stimulants matériels" et au renforcement de la discipline. Le rétablissement partiel encore à venir, de l'initiative économique privée pourrait, si l'expérience hongroise est effectivement tentée à l'échelle de l'URSS être la "grande affaire" de 1987".

En d'autres termes, c'est maintenant que GORBATCHEV doit faire le saut.

Il s'agit d'en finir avec :

"les préjugés concernant le rôle des rapports marchandises-monnaies et l'action de la loi de la valeur... La restriction des droits des entreprises (...) dans le domaine de l'autonomie financière... de l'encouragement matériel... (d'en finir avec) la psychologie du nivellement".

On ne progressera que :

"en élargissant l'autogestion dans la production, les sciences, la technologie, la littérature et les arts, dans toutes les sphères de la vie sociale".

"Je tiens à mettre l'accent sur l'égibilité des chefs d'entreprise, d'atelier, de secteur, d'équipe et des contremaîtres. L'étape actuelle de la réorganisation, le passage à de nouvelles méthodes de gestion, l'autonomie financière, l'auto-financement et la rentabilité exigent que cet objectif soit atteint au plus vite".

"L'autogestion, l'autofinancement et la rentabilité des entreprises se généralisent. Nous avons adopté le contrôle d'Etat de la qualité. Cela signifie que les revenus de l'entreprise, toutes les formes de stimulation des travailleurs, ainsi que l'ampleur de la satisfaction de leurs besoins sociaux dépendront entièrement des résultats de leur travail, de la quantité et de la qualité de la production fournie et des services rendus".

En ce qui concerne l'agriculture, il a déjà été envisagé que l'Etat conclut avec les kolkozes des "contrats" de livraison, le reste de la production restant à la disposition des kolkozes qui pourront le vendre sur le marché libre.

Le 27 janvier, "La Pravda" a publié un décret autorisant la constitution de "sociétés mixtes" en URSS. Les capitaux étrangers pourront atteindre 49 % du capital investi, l'Etat de l'URSS possédant au moins 51 % de ce capital. Les marchandises qu'elles produiront pourront être vendues sur le marché de l'URSS et à l'étranger. Elles échapperont à la planification centralisée. Elles pourront exporter ou importer de façon indépendante (c'est une brèche ouverte dans le monopole d'Etat au commerce extérieur).

"Toutes les dépenses en devises de l'entreprise mixte, y compris le paiement des salaires aux experts étrangers, devront être assurées par la vente des produits sur les marchés extérieurs".

Des limitations existeront pour le rapatriement éventuel des bénéficiaires, qui seront frappés d'un impôt de 30 %, les sommes rapatriées seront frappées d'un impôt supplémentaire de 20 %.

### L'EXEMPLE HONGROIS

Les "réformes" économiques qui doivent entrer en application en URSS rappellent celles que dans les pays où le capital a été exproprié, les bureaucraties parasitaires, introduisent plus ou moins pour tenter de surmonter l'impasse et les contradictions économiques et sociales que leur gestion de l'économie de ces pays engendre. On retrouve les éléments de la "réforme hongroise" de 1981 amplifiée dans les années suivantes : accroissement de l'autonomie des entreprises par rapport au plan ; subordination au marché ; subordination des salaires au "profit" de l'entreprise, à la quantité et à la qualité du travail ; réforme des prix dans le but d'aligner les prix hongrois sur les prix du marché mondial ; mise en cause du monopole du commerce extérieur ; développement de l'initiative privée et depuis 1982 légalisation de la "seconde économie" ; ouverture sur le marché mondial et constitution de "joint-ventures". Le 6 mai 1982, la Hongrie adhère au FMI avec ce que cela implique, notamment la libre convertibilité du florin et l'intervention du FMI dans la politique économique du pays.

La classe ouvrière et la population laborieuse subissent non moins durement les conséquences du "libéralisme"

.....

(1) Depuis que cet article a été écrit, GORBATCHEV a fait de nouvelles propositions de réduction des armements atomiques. A Rejavik, il conditionnait tout au renoncement des USA à l'IDS. Il vient de reprendre purement et simplement à son compte la position que formulait REAGAN en novembre 1981 : "l'option zéro". C'est-à-dire le retrait d'Europe des fusées à moyenne portée et des missiles de croisière US contre le démantèlement des SS20, SS4 et SS5 de l'URSS, sans condition pour les autres types de fusées, en abandonnant le préalable du renoncement des USA à l'IDS. Il accepte également le contrôle sur place que l'impérialisme US exige. C'est sur cette question une capitulation sans condition qui démontre combien la course aux armements est insupportable pour l'économie de l'URSS et aussi que GORBATCHEV s'efforce de nouer des liens toujours plus serrés avec l'impérialisme US.

qu'elles subissaient celles de la planification rigide. En 1984, l'endettement de la Hongrie par rapport aux pays capitalistes dominants s'élevait à 8 milliards de dollars, l'endettement le plus élevé par habitant des pays de l'Europe de l'est. En 1985, le taux de croissance de la production industrielle a été de 1 %. Par contre, la production agricole était suffisante y compris pour assurer les exportations.

"Dans les limites soigneusement définies par la législation, le secteur privé, de plus en plus dynamique, joue un rôle considérable non sans créer d'importantes inégalités de revenus, source de tensions sociales. Alors que l'inflation reste élevée (7 % en 1985) se traduisant par la stagnation du niveau de vie de l'immense majorité des Hongrois, 100 000 citoyens (sur 10 657 000) possèdent un compte devises (pour une valeur totale de 100 millions de dollars)".

Et en 1986, on constate que :

"L'économie hongroise est de plus en plus écartelée entre les lois du marché et la planification centralisée, les blocages internes et les impératifs internationaux. La croissance industrielle n'a pas dépassée 1 % ; l'augmentation du revenu national (environ 1,5 %) reste inférieure aux prévisions pourtant modestes fixées pour l'année. La chute des cours mondiaux des produits destinés à l'exportation représente un manque à gagner estimé à 500 millions de dollars. Sans oublier de mauvaises récoltes - de 15 % inférieures à celles de 1985 - et le coût de l'embargo décrété provisoirement par la CEE après la catastrophe de Tchernobyl"...

... "Le conseil des ministres, les syndicats et les organismes représentant les chambres de commerce ont publié le 10 décembre une déclaration appelant à un gel des salaires de base jusqu'au 1er avril 1987. Les primes liées à la productivité pourront, selon cette consigne, être maintenues ainsi que les parts de bénéfices lorsqu'elles doivent être versées durant le premier trimestre de 1987"...

... "Certains pensent que la poursuite de la réforme surnommée "le modèle hongrois" en Occident devrait être freinée pour éviter tout dérapage politique. D'autres, sensibles aux éléments les plus dynamiques de la société, se prononcent en faveur de l'accélération de la démocratisation des institutions et par conséquent souhaitent le développement du secteur privé".

Les sociétés mixtes (joint-ventures) sont relativement peu nombreuses encore. Pour qu'elles se multiplient et se développent, des garanties politiques très importantes doivent être données aux capitalistes des grandes puissances impérialistes. Par contre, le chômage camouflé, touche des dizaines de milliers et des dizaines de milliers de travailleurs hongrois.

Telle est la logique des "réformes" que GORBATCHEV entend promouvoir. Bien entendu en URSS ce n'est encore qu'embryonnaire et loin du point atteint en Hongrie. Quant à la logique de "l'autogestion" il n'est de considérer la Yougoslavie pour voir où elle conduit : plus d'un million de chômeurs, presque autant de Yougoslaves expatriés sur 23 millions d'habitants.

#### RETOUR AUX THESES DE LIBERMAN ET TRAPEZNIKOV

N'en déplaise à ses contempteurs, GORBATCHEV n'est pas un innovateur. Au début des années 1960, la politique de KHROUCHTCHEV aboutissait sur tous les terrains à des échecs : rupture et conflit avec la Chine, sans pour autant parvenir à desserrer par un compromis l'étreinte impérialiste ; obligation de construire le mur de Berlin pour éviter que l'Allemagne de l'est devienne un espace vide par la fuite de ses habitants en Allemagne fédérale ; échec de la recherche d'une progression économique équilibrée entre les différentes branches industrielles et le développement de l'agriculture par le "défrichement des terres vierges", etc... LIBERMAN et TRAPEZNIKOV à partir de 1962 ont commencé à théoriser le projet de réforme de l'économie fondé sur le recours au profit et aux lois du marché en tant que régulateurs de l'économie. Ce n'était pas de la "technique économique" mais l'esquisse d'une politique visant à renforcer le rôle des catégories de l'économie bourgeoise et donc les tendances bourgeoises en URSS qui gîtent à l'intérieur même de la bureaucratie.

Victime de ses échecs, KHROUCHTCHEV était éliminé par ses pairs en octobre 1964. BREJNEV lui succédait. Sous la direction de BREJNEV, "l'expérience" de la gestion des entreprises selon les lois du marché et du profit était étendue, à partir de janvier 1965, à 400 entreprises. Mais bientôt il n'en était plus question. "L'expérience" se révélait grosse du danger de déchirements à l'intérieur de la bureaucratie et d'affrontements entre la bureaucratie et le prolétariat. BREJNEV reculait.

GORBATCHEV reprend cette orientation vingt ans plus tard car l'immobilisme n'est plus possible. Mais il la reprend à une tout autre dimension : à l'échelle de l'ensemble de l'économie, des rapports sociaux et des rapports politiques de l'URSS, sans en omettre ce que cela implique sur le plan international. Le combat est engagé à

l'intérieur de la bureaucratie. Il sera féroce. Il ne peut se terminer que, soit par la défaite de GORBATCHEV et une contre-épuración, soit par un ébranlement de toute l'économie, des rapports sociaux et politiques en URSS. La partie de la bureaucratie qui s'oppose à GORBATCHEV craint qu'il ne joue les apprentis sorciers, que, par contre-coup, le prolétariat de l'URSS se mette en mouvement. Le sort du prolétariat hongrois, pire encore celui du prolétariat yougoslave, renseigne sur les conséquences qu'aurait pour le prolétariat de l'URSS, l'application et surtout le développement de la "restructuration de toute la société soviétique". Pour l'instant on en est au début. En outre, tout ce que la "restructuration" dans son développement implique n'est pas explicité. Sa logique n'apparaît pas encore pleinement.

### LUTTE DE CLASSE

La tentative de GORBATCHEV de "restructurer la société soviétique" est au fond une expression de la lutte des classes. La bureaucratie du Kremlin a amené l'URSS dans une impasse et cela sur tous les plans, nationalement comme internationalement. Pour prolonger le règne de cette bureaucratie, GORBATCHEV s'efforce de nouer de nouveaux liens avec l'impérialisme. Il tente d'ouvrir une voie à la bureaucratie du Kremlin en s'en remettant progressivement aux lois du marché, aux normes bourgeoises de production et de distribution et en s'appuyant sur la bourgeoisie internationale. Il n'innove pas. Il procède comme ont procédé et continuent à procéder, avec les résultats évoqués plus haut, les bureaucraties hongroise et yougoslave.

La logique de cette politique aboutit, à une échéance plus ou moins longue, après les avoir décomposés plus ou moins rapidement, à la remise en cause des rapports de production issus de la révolution d'octobre. C'est une attaque frontale contre le prolétariat de l'URSS. En réplique, le prolétariat n'a d'autre issue que d'engager ouvertement le combat contre la bureaucratie, pour son renversement, pour la régénérescence et l'épanouissement des rapports de production que la révolution d'octobre a permis d'établir, c'est-à-dire de faire une nouvelle révolution : une révolution politique. Et si le "modèle GORBATCHEV" ressemble fort au "modèle hongrois", si "l'autogestion" qu'il préconise ressemble à celle que TITO a introduit en Yougoslavie, le prolétariat soviétique par sa dimension, sa puissance, la place mondiale de l'URSS, comme héritier de la révolution d'octobre, n'est pas comparable aux prolétariats de Hongrie et de Yougoslavie. En se mettant en mouvement le prolétariat de l'URSS ébranlera à nouveau le monde.

### GORBATCHEV APPRENTI SORCIER ?

Tous les dirigeants des classes dominantes dans les pays capitalistes, des bureaucraties parasitaires de l'Europe de l'est, de Chine, du Vietnam, de Cuba, suivent attentivement ce qui se passe en URSS. Personne n'a oublié que la crise et les déchirements de la bureaucratie du Kremlin et de son appareil international qui ont suivi la mort de STALINE ont ouvert dans le système politique de l'Europe de l'est des failles par lesquelles ont surgi les mouvements révolutionnaires de l'Allemagne de l'est, de Pologne, la révolution hongroise des conseils. Les prolétariats de ces pays écrivaient les premiers chapitres du grand livre de la révolution politique indispensable pour balayer les bureaucraties parasitaires, instaurer le pouvoir et la démocratie prolétarienne, donner aux travailleurs la gestion des nouveaux rapports de production et non restaurer le pouvoir bourgeois et le capitalisme.

Le nouveau développement de la crise de la bureaucratie du Kremlin, l'ampleur qu'elle a déjà atteinte, à plus forte raison la dimension qu'elle va atteindre avec la "restructuration de la société soviétique" dans laquelle GORBATCHEV et son équipe se sont engagés, va inéluctablement se répercuter, et peut-être s'amplifier en allant "du centre vers la périphérie". La constitution de toutes les bureaucraties parasitaires a résulté de la projection directe de la bureaucratie du Kremlin en Europe de l'est ou de sa pression en Yougoslavie, de son rôle mondial, en Chine, au Vietnam, à Cuba. L'existence, le maintien au pouvoir de toutes les bureaucraties parasitaires dépend directement ou indirectement, mécaniquement ou par induction, de l'existence, de la stabilité et du rôle directs, comme en Europe de l'est, ou indirect, qu'elle joue et que joue son appareil international. A l'évidence, de façon immédiate, les bureaucraties d'Allemagne de l'est, de Tchécoslovaquie, de Roumanie, de Bulgarie, de Hongrie et bien sûr de Pologne sont étrangères politiquement aux prolétariats et aux peuples qu'elles soumettent à la bureaucratie du Kremlin, la même chose est vraie de la bureaucratie de Mongolie extérieure. Toute amplification de la crise de la bureaucratie du Kremlin ne peut que déchirer les bureaucraties satellites. Mais en outre l'amplification de la crise de la bureaucratie du Kremlin met en cause sa capacité de soutien des bureaucraties de l'Europe de l'est sans lequel ces dernières ne pourraient se maintenir, à plus forte raison sa capacité d'intervenir directement comme elle l'a fait en Allemagne de l'est, en Hongrie, en Tchécoslovaquie en 1968. Tout mouvement révolutionnaire du prolétariat de l'URSS signifierait une menace mortelle immédiate pour ces bureaucraties.

Quelles que soient les réactions officielles, toutes les bureaucraties, à commencer par celles de l'Europe de l'est, sont angoissées par les développements de la crise de la bureaucratie du Kremlin. Elles sont obligatoirement imbriquées dans cette crise. C'est déjà manifeste en Allemagne de l'est où la bureaucratie est particulièrement réservée par rapport à la "restructuration" que GORBATCHEV met en oeuvre. La presse est fort

discrète à ce propos. Il semble que d'ores et déjà il y ait des déchirements dans la bureaucratie tchécoslovaque en relation au développement de la crise de la bureaucratie du Kremlin. La bureaucratie polonaise manifeste au contraire officiellement son appui à GORBATCHEV. Dès son avènement et démonstrativement, GORBATCHEV est allé à l'occasion du renouvellement du pacte de Varsovie, apporté son soutien à JARULESKI. C'était son premier voyage à l'étranger en tant que secrétaire général du PC de l'URSS ce qui, soit dit en passant pour ceux qui en douteraient, illustre ce que signifie la "démocratie" selon GORBATCHEV et témoigne de l'acuité de sa conscience de dirigeant des bureaucraties contre-révolutionnaires. D'autre part, en harmonie avec la politique de GORBATCHEV et ses rapports avec l'impérialisme, la bureaucratie polonaise ne bénéficie-t-elle pas du soutien de l'impérialisme : rééchelonnement de la dette (33 milliards de dollars) ; levée de toute restriction dans le commerce entre les pays capitaliste et la Pologne ? GORBATCHEV n'a-t-il pas comme orientation d'obtenir le soutien officiel de l'église de Pologne à JARULESKI ainsi qu'en témoigne la parution dans "Litératuria gazeta" du 4 février d'une interview du cardinal GLEMP primat de Pologne. En contre-partie JARULESKI a dû décréter une amnistie qui n'est pas sans danger pour son régime. En fin de compte, la bureaucratie polonaise est tout autant que les autres bureaucratie angoissée. Le feu couve sous la cendre en Pologne ou sans le Kremlin la bureaucratie locale ne tient pas. Un processus de dislocation paralysant le Kremlin serait un appel d'air qui ferait ressurgir les flammes de la révolution politique en Pologne.

### CONTRE LA "DEMOCRATIE" GORBATCHEV, LA DEMOCRATIE PROLETARIENNE

Le cours que GORBATCHEV a engagé n'en est qu'à ses débuts. On ne peut exclure qu'il soit bloqué une nouvelle fois par la bureaucratie du Kremlin qui redoute le pire car il est exclu que ce cours puisse se développer sans que le prolétariat et les peuples de l'URSS ne résistent et le combattent : le spectre de la révolution politique menace la bureaucratie du Kremlin.

Le cours GORBATCHEV ne peut se dérouler pacifiquement. Les rythmes sont imprévisibles, ni les zigzags, ni les reculs, ni les détours. Mais il semble qu'une nouvelle période historique s'ouvre en URSS dont l'enjeu est décisif.

GORBATCHEV est contraint pour développer son "cours nouveau" de se réclamer de la "démocratie". Il lui faut gagner l'appui, la caution de tous ceux qui, en URSS et dans le monde, aspirent à "l'auto-réforme" de la bureaucratie. Là est la raison de la libération de SAKHAROV et des autres, voire de ceux qui veulent s'expatrier à l'ouest ou en Israël. Là est également la raison de grands forum internationaux comme celui qui s'est tenu à Moscou les 14 et 15 février. Par contre, ceux qui comme KLEBANOV ont combattu pour que le prolétariat constitue ses propres organisations indépendantes et contre la bureaucratie ainsi que Solidarnosk s'est constitué en Pologne ne sont pas libérés. Mais là aussi GORBATCHEV déclenche un processus qui peut lui échapper. A nouveau l'exemple des années de crise de la bureaucratie après la mort de STALINE en témoigne, au moins en ce qui concerne l'Europe de l'est.

Une fois encore alors que commence ces développements en URSS, développements qui auront nécessairement leurs prolongements dans les pays où le capital a été exproprié, mais où une bureaucratie parasitaire contre révolutionnaire liée directement ou indirectement à la bureaucratie du Kremlin, monopolise le pouvoir politique, il faut revenir à ce que dit le "Programme de Transition, l'agonie du capitalisme et les tâches de la IV<sup>e</sup> Internationale" :

La nouvelle montée de la révolution en URSS, commencera, sans aucun doute, sous le drapeau de la LUTTE CONTRE L'INÉGALITÉ SOCIALE ET L'OPPRESSION POLITIQUE. A bas les privilèges de la bureaucratie ! A bas le stakhanovisme ! A bas l'aristocratie soviétique avec ses grades et ses décorations ! Plus d'égalité dans le salaire de toutes les formes de travail !

La lutte pour la liberté des syndicats et des comités d'usine, pour la liberté de réunion et de la presse, se développera en lutte pour la renaissance et l'épanouissement de la DÉMOCRATIE SOVIÉTIQUE.

La bureaucratie a remplacé les soviets, en tant qu'organes de classe, par la fiction du suffrage universel, dans le style de Hitler-Gœbbels. Il faut rendre aux soviets, non seulement leur libre forme démocratique, mais aussi leur contenu de classe. De même qu'auparavant la bourgeoisie et les koulaks n'étaient pas admis dans les soviets, de même maintenant LA BUREAUCRATIE ET LA NOUVELLE ARISTOCRATIE DOIVENT ÊTRE CHASSÉES DES SOVIETS. Dans les soviets, il n'y a place que pour les représentants des

ouvriers, des travailleurs des kolkhozes, des paysans et des soldats rouges.

La démocratisation des soviets est inconcevable sans la LÉCALINATION DES PARTIS SOVIÉTIQUES. Les ouvriers et les paysans eux-mêmes, par leurs libres suffrages, montreront quels partis sont soviétiques.

REVISION DE L'ÉCONOMIE PLANIFIÉE du haut en bas, dans l'intérêt des producteurs et des consommateurs ! Les comités d'usine doivent reprendre le droit de contrôle sur la production. Les coopératives de consommation, démocratiquement organisées, doivent contrôler la qualité des produits et leurs prix.

RÉORGANISATION DES KOLKHOZES en accord avec la volonté des kolkhoziens et selon leurs intérêts !

La politique internationale conservatrice de la bureaucratie doit faire place à la politique de l'internationalisme prolétarien. Toute la correspondance diplomatique du Kremlin doit être pu-

blée. A BAS LA DIPLOMATIE SECRÈTE !

Tous les procès politiques montés par la bureaucratie thermidorienne doivent être révisés, dans les conditions d'une publicité complète et d'un libre examen. Les organisateurs des falsifications doivent en supporter le châtiement mérité.

Il est impossible de réaliser ce programme sans le renversement de la bureaucratie, qui se maintient par la violence et la falsification. Seul, le soulèvement révolutionnaire victorieux des masses opprimées peut régénérer le régime soviétique et assurer sa marche en avant vers le socialisme. Seul, le parti de la IV<sup>e</sup> Internationale est capable de mener les masses soviétiques à l'insurrection.

A bas la clique bonapartiste de Caïn-Staline !

Vive la démocratie soviétique !

Vive la révolution socialiste internationale !

### UNE ORIENTATION PLUS QUE JAMAIS ACTUELLE

A la lumière de l'expérience des mouvements révolutionnaires en Allemagne de l'est et en Pologne, la révolution hongroise, et des processus de révolution politique en Tchécoslovaquie, une résolution adoptée par l'O.C.I. et publiée dans "La Vérité" n° 545 d'octobre 1969, précisait :

La lutte pour la révolution politique part des besoins les plus élémentaires, en même temps que les plus profonds, du prolétariat, de la jeunesse, des intellectuels, des paysans kolkhoziens et autres. La défense des revendications « économiques », des garanties d'emploi, de qualification, des avantages sociaux, du droit de la jeunesse aux études et aux garanties pour

son avenir, la lutte pour l'égalité sociale, les revendications de la démocratie ouvrière : droit de s'organiser, de former des tendances dans les organisations existantes, de former de nouvelles organisations parmi les travailleurs, la jeunesse ouvrière et des écoles, parmi les intellectuels et la paysannerie, la liberté de la presse, de la littérature, de l'art, ont une impor-

ance décisive. Parallèlement, la lutte pour l'indépendance des syndicats par rapport à l'Etat et aux partis de la bureaucratie, pour leur rénovation de fond en comble comme organisation exprimant les revendications et aspirations de l'ensemble des travailleurs, pour l'éviction des bureaucrates, pour leur fonctionnement démocratique est une lutte sans laquelle il

